

(IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE)

HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

DU 4 AU 10 DECEMBRE 1986

# ROUGE

L'avortement  
attaqué!  
(pages 14, 15)

## PARIS JEUNESSE PARI GAGNÉ ?



M 1578 - 1235 - 8,00 F



3791578008006 12350

# Une semaine

## Jeudi Du jamais vu !

Ne cherchez pas : c'était tout simplement historique ! On n'avait jamais vu tant de lycéens, de collégiens et d'étudiants manifester en même temps. Certes, ils étaient déjà plusieurs centaines de milliers, en 1973, contre le projet de loi Debré et la mise en place des DEUG (voir page 8).

Mais le 27 novembre 1986, ils étaient au moins deux fois plus nombreux dans les rues des principales villes de l'Hexagone. Il n'était pas rare que les cortèges lycéens rassemblent la

quasi-totalité d'un lycée. Tous les lycéens sont, il est vrai, concernés par la loi Devaquet ! Ce n'était donc plus un défilé majoritaire, mais presque un défilé unanime !

C'est sans doute pourquoi la question du lendemain apparaissait d'une telle importance au soir de cette magnifique journée. Comment rester aussi forts et aussi nombreux ?

« Quel avenir ? », demandait une des banderoles. Avec un gros point d'interrogation...



## Vendredi On continue

« Quand vous traversez une rue, vous ne vous arrêtez pas au milieu, sinon vous vous faites écraser... La grève c'est pareil. » La coordination des lycées parisiens, qui se tient à la faculté de Jussieu le soir même de la manifestation du 27, doit répondre à une question brûlante : comment continuer ? Ce résumé de bon sens d'une jeune lycéenne de Buffon s'adresse à ses camarades qui pensent que la grève ne tiendra pas un jour de plus dans les bahuts. « A cause des sanctions, des parents, et parce qu'on ne peut pas prendre de retard dans nos cours », précise un délégué de Lakanal.

Il y a visiblement problème. Ceux qui mettent en avant les difficultés de la poursuite de l'action viennent de participer à la manifestation. S'ils sont convaincus de la justesse de leur lutte, le lendemain du jeudi 27 ne leur paraît pour autant pas évident. Et il n'existe aujourd'hui pour les éclairer aucune

tradition de lutte dans les bahuts. « Ce qui fait peur aux gens, précise un délégué de Raspail, c'est le caractère utopique d'une grève prolongée. Et nos études, se disent-ils, il faudrait que les étudiants nous filent des cours pour rattraper. »

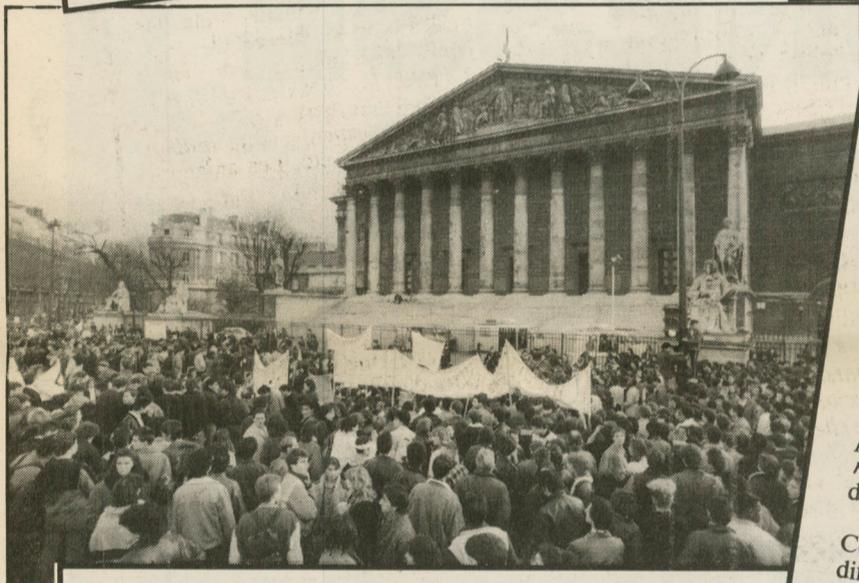
« Une grande majorité a décidé de continuer la grève lors de notre dernière assemblée générale », explique, quant à lui, un délégué de Paul-Bert. « S'il y a des bahuts qui ont des problèmes pour prolonger le mouvement, on peut toujours venir donner un coup de main au comité de grève pour "faire débrayer" ». Les délégués « décidés » sont majoritaires dans l'amphithéâtre. La poursuite de la grève est votée. Largement.

Mais « Attention, souligne un délégué venu apporter le salut de la coordination des lycées rouennais à la coordination parisienne, ce sont les assemblées générales des lycées qui doivent décider de la reconduction de la

grève, pas la coordination. Même si nous devons tout faire pour continuer le mouvement. Pour notre part, nous venons de rattraper les retards de cours de notre semaine de grève de la Toussaint. » Applaudissements sur les bancs de l'assemblée.

On annonce une coordination « nationale » pour vendredi, à la Sorbonne, au cours de l'assemblée générale... Tiens ? Nationale, déjà ? « Une autre coordination lycéenne se tient aussi en ce moment à la Sorbonne », explique un militant de Lutte ouvrière, à la sortie de l'amphi...

Allons bon : les militants de LO organisent déjà des coordinations sans annoncer la couleur à ceux qu'ils invitent à y participer. Comme ce genre de pratiques finit toujours par être connue, ce sont toutes les organisations d'extrême gauche qui risquent de s'accrocher une caserole de plus. Merci les amis !



## Samedi, dimanche

## Blacks, Blancs, Beurs à Marseille

Marseille. Fin de semaine réjouie sur le Vieux Port ! « Ici, dit un lycéen, si tu comptes un, deux, trois Marseillais, tu as forcément depuis les dernières élections, un électeur de Le Pen. Alors imagine la bouffée d'air qu'a représentée le raz de marée de la jeunesse. Dix mille, quinze mille Beurs, bronzés, visages pâles, lycéens des quartiers bourgeois et collégiens du technique des quartiers du nord, tous ensemble pour l'avenir... »

« Devaquet (bis), du balai (bis), non aux facs élites, boum, boum, boum ! » Tous les lycéens étaient vides jeudi 27... et certains élèves se sont même attardés dans les cafés au lieu de rejoindre la manif.

« Le 4, nous serons trois fois plus nombreux dans la rue. » Après débat, les coordinations lycéenne et étudiante ont décidé d'envoyer une délégation massive à Paris et d'organiser, à Marseille, une nouvelle manifestation monstre. Les jeunes viendront de toute la région, d'Aix à La Ciotat...

Vingt-six lycées classiques et techniques sont représentés à la coordination des bahuts. Un ou deux établissements privés se sont même joints au mouvement. Une organisation « super démocratique ». Deux délégués sont élus par classe pour le comité de grève de chaque lycée, et une délégation désignée par le comité de grève pour la coordination locale. Les débats, les informations et les consignes remontent et redescendent sans se perdre en route. Vraiment, il n'y a rien à redire.

Même le service d'ordre des manifestations compte dans ses rangs « autant de mecs que de nénétes... » On avait plus ou moins entendu parler de « descente du GUD avec deux cars » lors de la dernière manifestation. Mais on ne les a pas vus. Maurice Toga, un élu local, « du RPR ou du FN, je ne sais plus, précise une lycéenne, ils passent de l'un à l'autre, ici, dans la droite », est, il est vrai, un fondateur du GUD. Mais on ne voit guère « les Le Pen » depuis quinze jours...



# d'enfer

Reportage  
de Alain Gwenn  
et Michel Morel

## Lundi Toujours là

Devant eux, Nathalie, membre du comité de grève, explique patiemment comment gagner : « Chirac a opéré un premier recul, mais pas sur l'essentiel. Il faut donc continuer, parce que notre force reste la grève et la manifestation de jeudi. Il faut réfléchir sur l'université que nous voulons. » Un autre reprend : « Chirac a tort quand il dit que la faculté fabrique des chômeurs. C'est le système qui les fabrique. » Tous les présents sont d'accord sur un point : l'égalité de tous.

A la fin du débat, une partie des étudiants qui ne faisaient plus grève une heure avant partent, à leur tour, faire débrayer d'autres amphithéâtres. « Nous sommes presque repartis de zéro, ce matin », m'explique Nathalie. En début d'après-midi, l'atmosphère a changé. « C'est gagné, nous sommes de nouveau beaucoup. Nous sommes majoritaires. Nous sommes un mouvement », clame Philippe, membre de la commission médias dont le rôle est de guider les journalistes dans les couloirs.

Mais l'angoisse est telle qu'une commission de récupération des cours est mise sur pied. Son rôle ? Se procurer les comp-

tes rendus de cours, auprès des profs qui soutiennent le mouvement ou en envoyant des délégués prendre des notes. « Ces derniers changent à chaque fois... bien sûr. »

Ailleurs, dans les commissions, l'occupation, votée par la précédente assemblée générale, s'organise. A 14 heures, cent cinquante étudiants sont inscrits pour investir la fac dans la nuit de lundi à mardi. D'autres organisent des concerts. Font et Val viendront demain donner leur spectacle. Carte de séjour doit venir aussi, murmure-t-on dans les couloirs. La commission actions propose de plâtrer les parcmètres et de bloquer le péage sur l'autoroute, pour faire passer les voitures gratuitement. « Il faut faire des actions d'éclat pour gagner l'opinion publique », explique Philippe. « On ne fait donc pas d'action violente et impopulaire. »

« De toute façon, le plus important, c'est de réussir la manif de jeudi. Mettre un million de personnes dans la rue, c'est possible », reprend Nathalie. En attendant, ils seront plus de trois cents à passer la nuit ensemble, dans la faculté de Nanterre.



## Mardi Le retrait d'abord

Mardi soir, Jussieu est à la fête. Elle reçoit la coordination nationale des étudiants. Personne ne manque, de Marseille, Nice, Montpellier ou Toulouse à Bordeaux, Lille et Strasbourg, en passant par Grenoble, Brest et d'autres. Signe de sérieux — et peur de la récupération —, chaque délégation doit montrer patte blanche pour entrer. Mais l'ambiance est chaleureuse, détendue. De toute façon, personne n'est pressé.

La présidence, tenue par le comité de grève de Jussieu, en compagnie de représentants de trois autres facs parisiennes et de cinq facs de province, annonce que la coordination « est submergée de soutien ». Et à chaque annonce, un concert d'applaudissements couvre sa voix. Tous les syndicats d'enseignants (SNES, SNI-PEGC, SNE-Sup, FEN, FO) appellent à manifester jeudi. Cette manifestation a également reçu le soutien de la CGT et de la CFDT. Le seul nom de SOS-Racisme déclenche l'enthousiasme.

« Cette coordination est importante, puisqu'elle vient après les déclarations de Chirac. Il faut qu'elle se prononce sur l'attitude à adopter », explique le président. Dans la foulée, il propose à la discussion la motion votée

par l'assemblée générale de Jussieu. Celle-ci reprend les principales dispositions de la précédente coordination. Elle précise que « la coordination prend acte des déclarations de Chirac », mais celles-ci « ne répondent pas à la demande des étudiants en faveur du retrait pur et simple du projet de loi ». C'est donc une « manœuvre ». Le texte confirme encore l'importance de la manifestation du jeudi 4, pour toute l'Education nationale. Et enfin, elle propose d'élire dix porte-parole du mouvement.

Après, à la tribune, toutes les délégations se succèdent. « Aucune négociation », « le retrait d'abord, la discussion ensuite », « la pression dans la rue », « durcir le mouvement », « un million dans la rue », etc. Les amendements se succèdent ; mais tous viennent renforcer le sens de la motion de Jussieu, qui elle-même reprend l'esprit des positions émanant des autres coordinations.

Après ? Une nouvelle coordination devra en discuter. Pour l'instant, l'objectif est de réussir la manifestation de jeudi et surtout ne pas céder devant les manœuvres de Chirac. Il faut obtenir le retrait pur et simple de la loi.





## Mercredi Ils sont prêts

« Il ne faudrait tout de même pas qu'ils oublient que nous sommes aussi des électeurs. Nous sommes les premiers concernés. » Le constat est direct. Mercredi matin, au lycée Michelet de Vanves, Cécile, Sophie, Jacques, Zneb, Manu et Marie-Noëlle, membres du comité de grève, sont sûrs d'une chose : le dimanche précédent, à la télévision, Chirac n'a pas répondu aux questions de la jeunesse en grève. Et ce n'est pas une question de communication, de compréhension. Car le projet de loi, ils le connaissent ! « On peut même en réciter certains passages par cœur. » Tous les lycéens l'ont eu en main. Des groupes de travail l'ont étudié, disséqué. Ils savent donc ce qu'ils ne veulent pas. Et ce n'est pas la réécriture — dans la forme — des passages incriminés qui y changera quoi que ce soit.

encore plus fort que le 27 », nous affirme-t-on. Lundi 1<sup>er</sup> décembre, le service d'ordre de Michelet « a fait dans la finesse », pour animer l'inauguration du musée d'Orsay par Chirac, Giscard et Mitterrand. Le quartier était bouclé par les CRS. Les lycéens se sont transformés en autant de couples qu'il y avait de filles et de garçons ! Bras dessus bras dessous, ils sont ainsi passés sous le nez des policiers. Regroupés, ils ont ensuite manifesté en scandant « Liberté, égalité, faculté ! » au passage de Léotard. Ce qui donne, traduit par la grande presse : « Léotard démission, Tonton avec nous ! ». Cela, ils ne le supportent pas : « On n'a jamais dit ça. » C'est de « la manipulation et de la désinformation ». Net ! Et Jacques met « le *Matin*, *Libération* et le *Figaro* » dans le même sac sur ce point.

Depuis lundi, l'activité et la mobilisation reprennent de plus belle dans le lycée. Les profs ne veulent pas « casser la grève ». Ils évitent de pénaliser les élèves qui ne participent pas au cours, en consacrant essentiellement ceux-ci à « l'entretien des connaissances ». D'après un sondage effectué dans le bahut, 76 % des lycéens sont pour la grève. Jeudi 4, « on va donc faire

Tous tiennent à leur indépendance comme à la prunelle de leurs yeux. Ils savent que leur action est politique, puisqu'ils remettent une loi en cause. Mais ils ne veulent pas être « politisés ». Les noyautages des coordinations lycéennes par quelques groupes politiques n'inquiètent pas outre mesure les lycéens. Ils sont prêts à « faire face à toute tentative de récupération et de manipulation ».



## Mercredi Cap sur Paris

A Caen, comme chaque matin, le piquet de grève s'installe devant la faculté. « La grève a été décidée majoritairement, explique Daniel, élu au comité de grève de la faculté. La toute petite minorité doit suivre cette décision. » Jeudi, la région caennaise connaîtra, sans doute, une grève générale de l'Education nationale. A la faculté, non seulement les enseignants seront en grève, mais aussi le personnel technique et administratif.

Sur la ville, une intersyndicale des professeurs du secondaire appelle aussi à la grève. Enfin, les étudiants ont dès lundi reçu le soutien des parents d'élèves de la FCPE. « Cette mobilisation générale a été préparée, continue Daniel, par un débat à la faculté entre étudiants et profs — pas seulement de la fac — sur la réforme Devaquet qui a réuni mille cinq cents personnes. » Et, bien sûr, les lycéens sont de la fête.

En attendant la grande journée, les étudiants s'organisent pour monter à Paris. Déjà jeudi 27 novembre, Caen était la seule ville à être massivement montée dans la capitale. Le jeudi 4 les Caennais veulent faire mieux. Trois trains spéciaux sont déjà réservés. Pour le financement, les concerts se multiplient. « Puisque Devaquet veut privatiser les facs, nous vendons des actions fictives à la population. » Les étudiants de province ne manquent d'ailleurs pas d'idées pour payer leur voyage. A Nantes, ils organisent un jeu, le « monopourrie » et demandent le soutien des syndicats de la SNCF. Ailleurs, ce sont les étudiants en médecine qui prennent la tension des passants pour leur délivrer des brevets d'aptitude à la manifestation. Les quêtes sont aussi à l'honneur. A Tours, les étudiants se sont adressés aux syndicats. A Lille, ils négocient

les tarifs avec la SNCF, au prix coûtant. « Nous à Marseille, on va squatter les trains. » Cette solution, la dernière, reste pourtant la plus envisagée.

A travers ces actions, les étudiants veulent aussi populariser leur mouvement. La semaine dernière, les étudiants caennais se sont promenés dans le département. « Mercredi, nous organisons une journée portes ouvertes. Nous attendons les travailleurs de RVI, de Moulinex, de la SMN. Leurs luttes pour l'emploi nous intéressent et eux veulent comprendre notre mouvement, dit Daniel. Pour eux, j'ai l'impression que c'est un appel d'air. C'est la démonstration que l'on peut faire reculer le gouvernement. »

Que ce soit le chômage ou la sélection par le fric, « c'est toujours l'exclusion de certains », conclut notre interlocuteur.



# LE TOURNANT

C'EST A DIRE

**S**pectacle fabuleux que ce déferlement de la jeunesse. Un demi-million de manifestants dans tout le pays, le 27 novembre ; une démonstration nationale qui promet d'être prodigieuse : à s'en tenir aux chiffres, la lame de fond pulvérise tous les records de participation aux précédentes mobilisations étudiantes et lycéennes. Même ceux de Mai 68. Il n'en fallait pas plus pour plonger les commentateurs dans la plus profonde perplexité. Des années durant, ils avaient inlassablement expliqué que les jeunes des années quatre-vingt n'étaient mus que par un individualisme forcené, qu'ils n'avaient pour obsession que leur confort égoïste et pour seul horizon le rock ou la BD. Et voilà que cette prétendue « bof génération » brise le consensus ouaté dans lequel s'installaient les protagonistes de la cohabitation.



Le désarroi actuel des faiseurs d'opinion n'a vraiment d'égal que leur aveuglement d'hier. Depuis des lustres, la jeunesse représente une « plaque sensible », réfractant, en les accentuant, les contradictions du système capitaliste. La crise des valeurs dominantes alimente en permanence sa révolte, au point que cette catégorie est progressivement devenue une véritable force sociale et qu'elle a souvent joué un rôle de catalyseur. On ne peut ainsi comprendre ses grandes luttes de la précédente décennie, indépendamment de l'accumulation d'un potentiel de contestation, au sein d'une société alors marquée par la croissance économique.

**A**ujourd'hui, le contexte a changé. La crise constitue la toile de fond de tous les mouvements sociaux. Mais on aurait tort, à l'instar du journaliste Bruno Frappat le 2 décembre, dans les colonnes du *Monde*, de ne voir dans le soulèvement présent qu'une « innombrable cohabitation d'individus ayant d'abord en commun le souci de leur avenir particulier ». Quand ils contestent « l'université du fric et des privilèges », les « fric-facs » ou lancent un « SOS élitisme », les manifestants de cet automne remettent en question les lendemains qu'on leur prépare. Des lendemains où l'école se verrait adaptée à la flexibilité du travail qualifié, où une masse d'étudiants éjectés des universités erreraient en quête de « petits boulots », grossissant encore la masse des salariés condamnés au chômage ou à une activité précaire.

Lutter contre ce sinistre horizon n'est en rien assimilable à la défense de quelque intérêt corpora-

tiste. C'est au contraire s'opposer à un projet de société, celui qui guide la politique du gouvernement comme il inspirait auparavant, la plate-forme RPR-UDF. Et c'est parce qu'ils l'ont instinctivement compris que les jeunes retrouvent le chemin de l'action collective et solidaire.

Bien sûr, on ne manquera pas de nous objecter que ce mouvement est dépourvu de références politiques, qu'étudiants ou lycéens se méfient comme de la peste de la « récupération ». Mais qui leur en tiendrait rigueur ? Chaque jour, ils voient des politiciens se livrer au savant exercice de la magouille et des discours creux, multiplier des promesses qu'ils s'empres- sent d'oublier sitôt terminées les campagnes électorales. A ces jeux peu reluisants, les jeunes mobilisés préfèrent leur auto-organisation, la démocratie de leurs assemblées générales souveraines ou de leurs comités de grève. Ils ont parfaitement raison. Quant aux références, comment oublier le vide qui s'étale sous leurs yeux ? Au réalisme gestionnaire des dirigeants socialistes, fait écho le repoussoir des dictatures bureaucratiques de l'Est européen, ainsi que le reflux des luttes de libération. Un débouché politique, une perspective de changement radical du vieil ordre des choses sont à reconstruire. Mais il faudra le faire au travers de mouvements comme celui de cet automne.



**I**l n'en demeure pas moins que la jeunesse vient de contraindre Chirac à son premier recul d'envergure. Hanté par la crainte d'une possible contagion de la mobilisation en cours à d'autres secteurs, il a retiré le projet Devaquet de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Huit mois à peine après son déclenchement, la « révolution libérale », qu'on nous décrivait comme irréversible, doit baisser pavillon.

Du coup, s'ouvre une phase d'instabilité qui, pour être larvée, ne s'avère pas moins redoutable pour les vainqueurs du 16 mars. Alors qu'ils s'affublaient jusqu'alors des oripeaux du modernisme, la fronde de la jeunesse les confronte à une terrible crise d'identité. De surcroît, en opérant un repli tactique, le Premier ministre prend le risque de faire de la détermination des jeunes, un exemple pour toutes les victimes des attaques réactionnaires. Son autorité ne peut qu'en sortir profondément affaiblie. Ce qui se traduit immédiatement par la relance des querelles intestines qui n'ont jamais cessé de miner la droite. A fleurets mouchetés, partisans de la « fermeté » et du « dialogue » s'affrontent, Devaquet se faisant conciliant tandis que Pasqua clame que « la rue » ne fera pas la loi.

Et l'extrême droite tente de canaliser à son profit, la volonté d'en découdre des secteurs « ultras » de la majorité. Décidément, sur tous les plans, novembre et décembre 1986 marqueront un tournant de la situation.



**T**out est possible. » C'est en ces termes qu'Alain Devaquet répondait, le 2 décembre, aux journalistes qui l'interrogeaient sur l'avenir de son texte. Ce faisant, il liait implicitement l'attitude définitive du gouvernement aux capacités du mouvement de s'affirmer, le 4 décembre, encore plus puissamment qu'une semaine auparavant. Le renvoi de la loi en commission, comme les propos lénifiants de Chirac sur TF1, le 30 novembre, apparaissent bien désormais comme une simple manœuvre. En agissant de la sorte, les gouvernants cherchent tout à la fois à gagner du temps, à jouer sur l'usure de la lutte et à la diviser.

A en juger par les échos remontant de l'Hexagone, à l'heure où nous bouclons, ce pari risque fort d'être perdu. Dans le bras de fer qui les oppose au pouvoir, les jeunes auront pris ce jeudi un nouvel avantage. Reste que la partie n'en sera pas gagnée pour autant. Face à un pouvoir qui n'entend nullement retirer l'une des pièces maîtresses de sa politique de régression sociale, le front de l'Education nationale demeure insuffisant. C'est dire que beaucoup dépendra maintenant de l'engagement du mouvement ouvrier, aux côtés des lycéens et des étudiants. Au fil des jours, cet engagement se révèle de plus en plus naturel. Les jeunes viennent déjà de faire la démonstration que l'intransigeance de la droite pouvait être mise en échec, pourvu que l'on s'en donne réellement les moyens. S'ils gagnent, ils ouvriront une brèche qu'il s'agira de mettre à profit pour préparer une protestation politique nationale contre la coalition au pouvoir.

Les hasards du calendrier comme la simultanéité des coups portés à la population laborieuse veulent que le Parlement se prépare également à discuter de la modification du Code de la nationalité et du remboursement de l'avortement (voir pages 13, 14, 15). Deux « réformes » qui procèdent de la même logique de ségrégation que l'on retrouve dans la loi Devaquet. Au moment où le mouvement de la jeunesse force Chirac à marquer le pas, il est temps de concentrer la riposte. Le rassemblement pour le droit à l'avortement et le meeting antiraciste du 3 décembre peuvent favoriser cet objectif. Il faut toutefois passer nettement à la vitesse supérieure, pour que cette fin d'année sonne vraiment le glas du libéralisme.

Christian Picquet

# UNE REFORME CACHE L'AUTRE

*La loi Devaquet n'est qu'une infime partie du plan ourdi par le gouvernement. Monory se charge d'appliquer la logique libérale à l'ensemble de l'enseignement. Son projet vaut d'être connu.*

## 1. La fonction du baccalauréat

Actuellement, le bac a un double rôle : vu du lycée, il sanctionne la fin des études secondaires ; vu de la fac, il ouvre l'accès à l'enseignement supérieur. Il suffit donc, théoriquement, d'être bachelier pour rentrer à l'université.

Théoriquement seulement, car certains établissements recrutent sur dossier (IUT ou facs comme Dauphine). D'autres ferment leurs portes dès que les effectifs sont complets (juillet est le mois de la course aux inscriptions).

Les capacités d'accueil sont donc en-deçà des besoins. L'enseignement privé en profite pour se glisser, par exemple dans le domaine des BTS (bac + 2) du tertiaire.

En même temps, les conditions d'accueil des étudiants sont déficientes. Du jour au lendemain, les lycéens doivent s'orienter dans un système où les « amphis » de plusieurs centaines d'auditeurs sont plus fréquents que les groupes de travaux dirigés (TD). Le sous-encadrement pédagogique déconcerte et contri-

bue à larguer plus d'un étudiant.

Il est vrai que nombre d'étudiants inscrits en préparation d'un DEUG (en deux ans avant la licence) quittent l'université sans le diplôme. La sélection existe déjà. Aujourd'hui, le gouvernement en reconnaît l'existence. Pour en déduire qu'il faut non pas combattre la sélection mais l'organiser. Chirac ne s'offusque pas tant du nombre de

« frustrés » issus de l'université que de leur coût financier et du risque social qu'ils représentent. Il faudrait donc limiter explicitement l'accès aux facultés. Donc, retirer au bac sa fonction de clé d'accès à l'université. Comment ? En encourageant les facs à recruter sur critères spéciaux ou sur examens complémentaires.

## 2. Monory : vers des bacs régionaux

La presse s'est fait écho, en septembre, d'un projet de Monory créant un bac en deux parties. D'un côté, un certificat de fin d'études secondaires, portant sur un tronc commun de matières

dites fondamentales. De l'autre, des certificats sur des enseignements optionnels définis conjointement entre un lycée et l'université de son ressort géographique. Dans ce système, le choix des options conditionne l'entrée dans telle ou telle UER. Une forme d'examen d'entrée en fac serait donc créée par le biais des options.

Autre point commun avec le projet Devaquet, le bac deviendrait un diplôme régionalisé, là encore du fait des options localement déterminées. Cette tendance régionaliste est renforcée par la décentralisation. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, la construction et l'entretien

Les jeunes en état de légitime défense

des lycées sont de la compétence des régions. Celles-ci ambitionnent déjà de peser sur la définition des études en lycée. « Les régions ne peuvent se contenter de poser des maillons. Nous devons faire pression sur la pédagogie », déclarait au Monde le vice-président UDF de la région Rhône-Alpes. Quant à René Monory, président du conseil régional de Charentes-Poitou, il a donné l'exemple, avec la construction d'une cité scolaire de prestige, baptisée le Futuroscope.

Le bac régional, comme les diplômes de facs, est un objectif des libéraux. Monory en a seulement différé l'application.

## 3. La sélection contre l'enseignement technique

René Monory commence par supprimer plusieurs filières et bacs des lycées techniques : il supprimerait les bacs de techniciens (BTn) en génie physique (F5), génie chimique (F6), génie biologique (F7), gé-

Les dessins reproduits sur cette page sont extraits de *C'est le Goulag*, de Plantu, éditions La Découverte Maspero-le Monde, et de *Bien dégagé sur les oreilles*, de Cabu, éditions La Découverte.

# UN ENJEU TRES POLITIQUE

*Les manœuvres des derniers jours le prouvent : la réponse à Devaquet et Monory ne peut qu'être politique. Mais la politique n'est pas affaire de politicien. Elle vise à comprendre les événements pour les infléchir.*

La loi Devaquet se rattache à une politique globale, tant par sa méthode que par son contenu.

La méthode est celle de la déréglementation. On fait sauter les dispositions législatives protectrices (droits d'inscription, diplômes nationaux, entrée en faculté), et on tente d'amadouer l'opinion par quelques garanties pour la première année d'application de la nouvelle législation. L'essentiel est dans le déverrouillage. Ainsi fut fait pour la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Ainsi procède la loi Devaquet.

Quant au fond, Devaquet est en phase avec les lignes directrices du libéralisme. Aux diplômes de facultés répondent les bacs régionalisés. Au retour en force des mandarins correspond le renforcement des échelons hiérarchiques depuis le directeur d'école (accédant à un « grade ») jusqu'à l'inspection générale. A la sélection des étudiants s'associe « l'évaluation » des élèves dès le CE 2, et la réforme des lycées. A l'autonomie des facultés répond la mise

en concurrence des collèges et des lycées.

La logique libérale est porteuse de nouvelles inégalités entre élèves et entre établissements, d'une part, d'un climat d'autoritarisme, d'autre part. Ce n'est pas un petit paradoxe : nos « libéraux », pour jouer la carte de la concurrence, commencent par placer un « patron » dans chaque établissement. La « libre concurrence » implique de limiter la liberté des personnels...

La droite ne pourrait pas attaquer si brutalement le service public d'enseignement si elle ne tirait pas profit de l'héritage de la gauche. Celle-ci, par un enchaînement de concessions, a préparé le terrain. Elle a « réhabilité » l'élitisme, fût-il républicain ; elle a « réconcilié » l'école et l'entreprise ; elle a, par la décentralisation, créé des vocations de potentats parmi les chefs d'établissements ; elle a adopté les dispositions qui permettent aujourd'hui à Monory de privilégier l'école privée. Surtout, elle n'a pas mis en œuvre des réformes de structures irréversibles. Après la fausse « rénova-

tion » Savary, la vraie « restauration » de Chevènement a achevé de déboussoler des enseignants écoeürés par le dénouement de la question laïque.

Comment en est-on arrivé au projet Devaquet ? Pourquoi a-t-il cette forme ? Pourquoi devient-il un enjeu politique ? On voit que les réponses sont politiques. Faire de la politique, c'est essayer de comprendre les événements, pour les infléchir. En ce sens, le mouvement étudiant fait de la bonne politique. Il est assez mûr pour assumer la discussion, comme pour rejeter les manipulations ou les débats plaqués sans rapport avec la mobilisation.

Si les lycéens et les étudiants sont justement méfiants à l'égard de la politique politicienne, ils auraient tort de laisser la politique aux politiciens. Ces derniers trahissent leur vision du monde, en cherchant dans le mouvement étudiant la trace d'un complot ou la voie d'une récupération. C'est dire que la politique est chose trop sérieuse pour être abandonnée à ces gens-là.

Jacques Marche



nie civil (F9), génie productique (F10), musique (F11), arts appliqués (F12). Rien de moins !

Ainsi est programmée la disparition pure et simple de l'enseignement technique industriel. La population scolaire de cet enseignement serait orientée en LP dès la troisième. Pour préparer un BEP, et éventuellement un bac professionnel dans la foulée. Ces bacs professionnels, qui auraient pu être une voie de promotion pour les élèves de LEP, vont devenir le moyen de liquider l'enseignement « technique long » et les BTn.

Monory voudrait-il donc faire « glisser » les élèves des lycées techniques vers les lycées professionnels. Où ira la population qui trouve actuellement une filière de formation en LP ? Sans doute en apprentissage dont le rôle est renforcé par



les circulaires Catala (chargé de la formation professionnelle).

Le ministère supprime donc une branche entière de lycées (le technique long), sans pour autant développer la branche professionnelle :

il manquait 150 000 places en LP à la rentrée de septembre.

#### 4. La peau des enseignements critiques

La section B, « sciences économiques et sociales »,

ET LA PRÉRETRAITE, ÇA NE VOUS INTÉRESSE VRAIMENT PAS ?



est celle dont la croissance rapide a le plus contribué à l'augmentation du nombre de bacheliers au cours de la dernière décennie. Elle n'a pas l'heur de plaire aux technocrates du ministère qui lui reprochent son caractère trop général. A l'heure où Bernard Tapie fait figure de héros positif, la section B fait archaïque. Elle serait donc « éclatée ».

D'autres matières non utilitaires sont dans le col-

imateur : les sciences naturelles (en pleine période d'explosion de la biologie !), les langues vivantes minoritaires (italien, russe...) et les langues mortes. Ainsi, Bruno Lussato, spécialiste de prospective économique et sociale, peut écrire : « Les disciplines humanistes classiques (...) sont attaquées par des conseillers influents du ministère de l'Éducation. En témoignent les projets de suppression des matières complémentaires (...) ». C'était dans le Figaro du 18 novembre...

seignement professionnel. Un élève de F1 perdrait 665 heures en trois ans de formation, et un élève de F4 585 heures.

Le noyau des 26 heures ne remplit pas seulement une fonction d'économie. D'une part, il conforte le poids des déterminants familiaux sur des élèves qui seront moins scolarisés. D'autre part, il préfigure ce tronc commun de matières fondamentales dont Monory voudrait faire la base du bac d'Etat. Le reste viendrait en plus et serait pris en charge par les régions.

#### 5. 26 heures : pour quelques enseignements de moins...

Où l'on retrouve la suppression de disciplines encombrantes : la grande idée de Monory est de réduire l'horaire des cours à vingt-six heures par semaine pour les élèves. On serait malvenu d'y voir une préoccupation pédagogique : les rythmes scolaires ont bon dos ! Monory ne s'intéresse pas au contenu de l'enseignement, mais seulement à sa longueur. Il faut couper pour économiser.

A titre d'exemple : un élève de terminale G1 perdrait 120 heures de cours, en enseignement professionnel. Un élève de sciences médico-sociales perdrait 280 heures en seconde, 35 heures en première, et 185 heures en terminale, soit un total de 500 heures en en-

#### 6. A chaque UER sa section de lycée

La réforme Monory des lycées tend à renforcer l'articulation entre les filières du lycée et les UER universitaires. La classe de seconde dite « indifférenciée » retrouverait des filières de fait. Les bacs seraient « resserrés » sur des spécialités : Monory créerait huit bacs dans l'enseignement général, regroupés en deux grandes familles, « littéraires » et « scientifiques » dont on connaît la hiérarchie...

Il suffira bientôt d'interdire à un bachelier scientifique de s'inscrire en fac de lettres par exemple. Il suffira aussi à telle UER d'exiger de ses candidats à l'entrée d'être titulaire d'un bac parmi les huit, et d'un seul.

Nicolas Jeanson

# SOLDER LES COMPTES

La lutte des étudiants et des lycéens remet les pendules à l'heure. La dernière ligne droite sera pourtant la plus dure. C'est pourquoi la grève générale de l'éducation reste plus sûre que le père Noël.

On se souviendra longtemps de ce 4 décembre. Le défi de Jacques Chirac ne pouvait pas rester sans réponse. Lundi 1<sup>er</sup>, les lycéens ont pris leur élan dans la rue. A la une, à la deux, à la trois : le 4, lycéens, étudiants et enseignants ont réalisé un record anti-Chirac, toutes catégories sociales confondues.

Que nous rappellent les lycéens et les étudiants ? Primo, qu'un mouvement d'ensemble résolu est possible. Deuxio, qu'il est assez efficace pour contraindre un Premier ministre de choc à venir présenter ses excuses sur le petit écran... La leçon n'est pas nouvelle, mais elle est tellement lointaine que certains l'avaient oubliée : éternels cancre de la lutte des classes ! La grève étudiante et lycéenne constitue donc une excellente « remise à niveau ». Une sorte d'enseignement de soutien... Quelle vieille barbe disait que l'éducateur a besoin d'être éduqué ?

#### La voie ouverte

« C'est plus facile pour les jeunes de partir en grève », diront certains... Peut-être. Ce constat amoindrit-il la portée de

leur démonstration ? Si la jeunesse a l'avantage de la disponibilité, elle a aussi le revers de sa qualité : un pouvoir de paralysie économique plus réduit que celui des salariés. Non, n'écartons pas l'évidence. La jeunesse scolarisée a réhabilité la grève générale, la grève pour gagner. Elle a remis les rites symboliques et la « luttallerie » bidon à leur place : celle d'alibis d'appareils politiques et syndicaux fatigués.

#### Derniers mètres...

Et maintenant ? Le 4, c'est donc la grève générale des lycées et des facultés, étudiants, élèves et enseignants, ensemble. A défaut d'une consigne de la FEN en tant que telle, plusieurs de ses syndicats ont fort heureusement appelé à la grève. Mais tout indique que dans les autres secteurs de l'enseignement, les personnels auraient répondu à un mot d'ordre de grève générale de l'éducation ce jour-là. A commencer par les instituteurs et les agents de service. Une belle occasion a été bêtement gâchée de prouver par a + b — et par jeunes + personnels —

que la politique de Chirac paralyse absolument toute l'Éducation nationale.

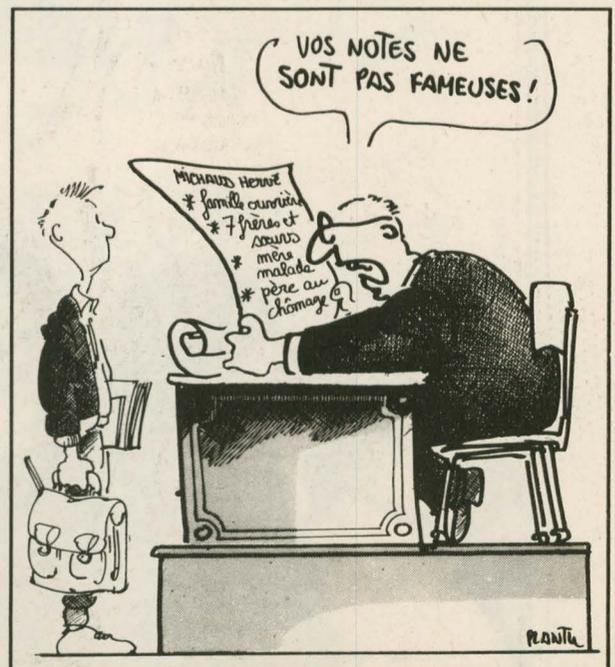
D'abord, la grève unitaire de la fonction publique du 21 octobre. Puis, la manifestation nationale du 23 novembre à l'appel de la FEN. Ensuite, la manifestation étudiante et lycéenne du 27 novembre. A nouveau une grève et une manifestation massives le 4 décembre. Incontestablement, la pression a monté. Elle a contraint le gouvernement à opérer une concession et à calmer ses ardeurs libérales. Mais pour combien de temps ?

Que fera le gouvernement quand il ne sera plus sous tranquillisant, le tranquillisant du mouvement de grève ? Le retrait du projet Devaquet est à la portée du mouvement. Mais les derniers mètres sont les plus durs, sans doute parce qu'on se croit déjà arrivé.

On regrettera d'avoir laissé retomber le mouvement, quand le gouvernement profitera du calme pour imposer ses « libéralités ». Pour solder les comptes avec Monory et Devaquet, il faut battre le fer tant qu'il est chaud, comme dit la chanson. La grève générale de l'éducation, c'est plus sûr que le père Noël.

N. J.

Les jeunes en état de légitime défense





1968



1971



1973

# QUE DE PRINTEMPS !

*Ce n'est pas d'aujourd'hui que les jeunes occupent le devant de la scène. Une petite chronologie rafraîchira les mémoires. Avec trois dates, 1971, 1973 et 1976, qui marquent ces « printemps » successifs.*

## 1968

On y consacrera bientôt la place indispensable. Promis !

## 1969-1970

Juste une mention pour évoquer la « grève des langues » dans les facs. Sur le thème « des gommes et des crayons », elle laisse, à l'époque, peu de traces !

## 1971

Là, c'est sérieux, avec « l'affaire Guiot ». Gilles Guiot, un jeune élève du lycée Chaptal à Paris, participe un soir à une manifestation du Secours rouge, une organisation mise en place pour aider les victimes de la répression, des provocations et des agressions. A l'époque, rappelons-le, un militant révolutionnaire, Pierre Overney, est abattu par la milice patronale de Renault.

Guiot est arrêté par les flics

et emprisonné. Les lycéens de son bahut réclament sa libération. La première coordination lycéenne se tient à Paris. Elle est encore symbolique. Mais 15 000 lycéens manifestent dans les rues de la capitale. Le pouvoir relâche Guiot.

## 1972

Dans les facs c'est la lutte contre les contrats de formation pour les maîtres (CFPM), nouvelle méthode mise en place par le ministère de l'Education nationale afin de salarier les futurs enseignants. Il s'agit du premier affrontement national entre le mouvement étudiant et le pouvoir depuis 1968.

La même année, les lycéens se mobilisent contre la circulaire du ministre Guichard qui veut interdire les assemblées générales et limiter la liberté d'expression dans les facs. Mais on ne peut pas dire que

1972 représente un « grand cru ».

## 1973

Cette année voit, par contre, surgir un grand mouvement de la jeunesse. On en parle d'ailleurs encore, en ce moment dans les entreprises et les bureaux, lorsque l'on a autour de la trentaine et que l'on voit les jeunes de 1986 défilé sous les fenêtres.

Le mouvement dure trois semaines. Dans les lycées, c'est particulièrement la loi Debré qui déclenche la révolte. Ce « brave homme » veut en effet enlever leur sursis aux élèves qui échouent à leur examen. Pour eux, direction : la caserne ! « Ah ! Debré, si ta mère avait connu l'avortement », scandent à l'époque les manifestants (car le « père Michel » est déjà bien sûr contre le droit à l'avortement).

Dans les facs, on se mobilise en même temps contre les DEUG (diplôme obtenu en deux ans avant la licence). Avec la création des IUT — c'est une évidence à ce moment —, ils visent à mettre en place un enseignement supérieur court.

Les élèves du technique (CET) entrent également dans la lutte. La mobilisation est telle que cent mille jeunes défilent dans les rues de Paris le 22 mars. Si, si, cent mille déjà, et ils sont des centaines de milliers dans tout le pays.

Encore plus important, les premières coordinations nationales se mettent en place. Celle des facs regroupe une dizaine d'établissements, celle des lycées une centaine de bahuts. Une coordination des CET, indépendante des lycées, voit également le jour, ce qui est une bonne chose.

Enfin, pour la première fois depuis 1968, les jeunes se coordonnent avec les organisations du mouvement ouvrier. Celles-ci participent même à la manifestation évoquée plus haut. Ce qui est toujours bon

pour construire un rapport de forces.

## 1974-1975

C'est l'époque où le Premier ministre s'appelle déjà Chirac. Mouvements lycéens contre les réformes Haby et Fontanet. « Acabi, acaba, ta réforme Haby on n'en veut pas » constitue un slogan célèbre. Ces grèves sont de peu d'ampleur comparées à celles de 1973... « Mouvements de printemps », commente un lycéen de l'époque qui conclue : « Celui auquel nous assistons est d'autant plus profond qu'il naît en automne. »

## 1976

Voilà par contre une nouvelle

sent contre la formation en alternance à l'usine. Celle-ci dessaisit l'Education nationale de son rôle, tandis qu'elle ouvre encore plus grande aux patrons la porte des établissements techniques. Devinez pour quoi faire...

Une manifestation centrale à Paris réunit dix mille jeunes.

## 1980

Grèves dans les facultés pour soutenir les étudiants étrangers. Le mouvement possède un lointain rapport avec les grèves des travailleurs immigrés de l'automobile.

Vous l'aurez remarqué : depuis 1968, toutes les grèves se



1976



1986

date à retenir. Sous le ministère Haby et la présidence de Giscard, madame Saunier-Séité (qui fréquente assidûment les cercles d'extrême droite) pond une série de mesures qui sentent bon la décentralisation. C'est l'inspiration « américaine ». Elle cherche à faire en sorte que chaque université délivre son propre diplôme. La sélection à tour de bras et la disparition des diplômes nationaux pointent le museau... Il y a dix ans !

Sacrée grève ! Elle dure trois mois. Toutes les facultés se fédèrent nationalement. La coordination se rencontre cinq fois. A Amiens, Paris-Tolbiac, Toulouse, Paris-Jussieu et Censier...

## 1979

C'est l'année de la grève dans les LEP. Les élèves se mobili-

déroulent sous le règne de la droite. En 1981, la victoire de la gauche a donc un parfum d'espoir ! Jusqu'aux mesures Savary... qui sont très loin de répondre aux véritables attentes des jeunes, telles qu'elles ressurgissent aujourd'hui.

## 1983

Grève dans les facs. Tout le monde appelle au mouvement. Mais la droite en profite pour faire son apparition sur les campus et renforcer ses rangs, tandis que les mesures du gouvernement découragent la gauche. C'est à chaque fois la même histoire !

Puis, on assiste à la grande retraite de l'école laïque devant l'offensive de l'école privée, dite « libre ». Triste époque !

Depuis le dimanche 23 octobre, à l'école, on respire bien mieux.

Raphaël Duffleaux

Les jeunes en état de légitime défense

# COMME UN SOUFFLE D'AIR FRAIS

*Parfois contents, parfois dubitatifs, travailleurs et syndicalistes observent le soulèvement de la jeunesse. En tout cas, nul ne reste indifférent. Comme nous l'ont expliqué nombre de nos camarades d'entreprise.*

**S**ympas », « un souffle d'espoir », « la joie » : les réactions sont unanimes. Le mouvement étudiant et lycéen a une bonne image dans les entreprises. Les salariés apprécient de voir les jeunes se réveiller. « Nous sommes contents », commente Emmanuelle qui travaille à Renault-Billancourt.

« Quand les étudiants de Censier sont venus diffuser des tracts à la gare d'Austerlitz, l'accueil a été très chaleureux de la part du personnel de la SNCF, mais aussi du public », raconte Patrick, employé à la SNCF. Il faut dire que beaucoup ont leurs filles et leurs fils dans la rue. La semaine dernière, le projet de loi Devaquet était le sujet de discussion favori dans les familles.

Pour Emmanuelle, il existe même « un sentiment de vengeance. Les gens courbaient la tête devant les licenciements, les attaques du patron. Enfin, une catégorie de la population, les jeunes, réagit. En quelque sorte, les jeunes sauvent l'honneur. » A la SNCF, les employés considèrent la mobilisation des étudiants et des lycéens comme se situant dans la continuité de leurs propres batailles, à commencer par les nombreuses grèves depuis septembre et surtout la journée du 21 octobre qui avait vu l'ensemble de la fonction publique descendre dans la rue. « D'ailleurs, explique Patrick, ce sont les secteurs

les plus combattifs qui témoignent le plus de sympathie. »

A la Thomson de Vélizy, l'accueil n'est pas aussi chaleureux, même si tous les salariés trouvent, comme ailleurs, les jeunes sympas. Ainsi, « certains expliquent que ceux qui défilent aujourd'hui seront nos prochains patrons, remarque Catherine. « Et cela discute beaucoup du problème de la récupération du mouvement, de son apolitisme affiché. Bien sûr, de la part des militants syndicaux, la joie de voir ces manifs est beau-

coup, beaucoup plus grande. » Il en va de même à l'EDF-Paris : « Quand on discute de l'apolitisme, il y a un petit recul des gens vis-à-vis de ce mouvement. Ils ne pigent pas l'auto-organisation du mouvement étudiant et lycéen », indique un de nos militants. Mais, par contre, « la sélection par le fric est rejetée par tout le monde ».

« Les gens n'en parlent pas directement », analyse Jean-Marie, salarié à la SNECMA : « Il existe une certaine distance : eux, quand ils font grève, ils ne perdent pas de fric. Par contre, les jeunes travailleurs en discutent beaucoup, certains d'entre eux veulent aller à la manif de jeudi prochain. » A l'hôpital de Ville-Evrard, en Seine-Saint-Denis, Pascal remarque le même phénomène : « Les jeunes qui travaillent ici sont branchés sur la grève des étudiants et des lycéens. »

Si les étudiants et les lycéens reçoivent ainsi un soutien moral de la part des salariés, le manque de solidarité plus concrète est pour l'instant, lui aussi,

quasiment général. La manifestation du jeudi 27 novembre avait reçu le soutien de l'URP-CFDT et de la CGT qui défilait le même jour contre les projets de Séguin concernant la Sécurité sociale. Et les syndicats CFDT de la métallurgie avaient adressé un message de soutien aux coordinations étudiante et lycéenne. Il rendait compte de l'appel aux organisations concernées pour qu'elles popularisent la lutte « dans les entreprises, dans le respect de vos positions ». En revanche, dans les sections d'entreprises, le retard à l'allumage et le manque d'audace sont manifestes.

A la SNECMA, « les dirigeants de la CGT ont expliqué que le mouvement ouvrier n'avait pas de démarche particulière à faire, que c'était aux lycéens de venir demander le soutien des travailleurs ». Pire, continue Jean-Marie : « au comité d'entreprise, structure unitaire, les représentants syndicaux ont retardé leur prise de position ». On peut même parler de blocage dans certains cas. Pour la SNCF, Patrick l'explique

par la tradition d'isolement du mouvement syndical, y compris par rapport aux autres salariés.

Par contre, ici ou là, le soutien s'organise. Le syndicat CGT a diffusé un tract de popularisation à EDF-Paris. La section syndicale CFDT de Ville-Evrard a débattu pour appeler à la manifestation du jeudi 4 décembre. Un petit mouvement de solidarité s'organise donc bien qu'avec retard.

« Certains tirent déjà les leçons de ce mouvement », explique Emmanuelle de Renault, « même si les travailleurs ne l'expliquent pas comme ça, le fait qu'il faudra qu'on passe par-dessus la tête des dirigeants syndicaux, pour faire un mouvement réellement unitaire, est un sentiment diffus qui existe et qui se renforce lorsqu'on regarde le mouvement étudiant. » Pour Pascal, de Ville-Evrard, « les militants syndicaux pensent qu'il faut s'appuyer là-dessus. Ce qui a frappé, dans la section syndicale, c'est que ce mouvement ouvre une brèche. » Il faudra pouvoir s'y engouffrer.

Alain Gwenn

## EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE.

# Avec les jeunes aujourd'hui pour gagner tous ensemble demain

Chirac a eu beau parler, dimanche soir 30 novembre à TF 1, de malentendu, il a commencé de reculer devant l'immense mouvement des jeunes des facultés, des lycées et des LEP. En accordant un délai de huit à quinze jours à la commission parlementaire pour qu'elle revoie la copie de Devaquet, Chirac manœuvre et gagne du temps.

Mais il a bel et bien été obligé de faire un pas en arrière.

Et c'est une grande première depuis le 16 mars 1986. Chirac, installé dans le cadre d'une cohabitation somme toute assez harmonieuse avec Mitterrand, se croyait tout permis. Pas une semaine ne passait sans que nous dégringole dessus une sale loi, sur le temps de travail, le droit du travail, les licenciements, la Sécurité sociale.

Et voilà que Chirac glisse sur la peau de banane appelée loi Devaquet.

### Il faut tirer parti de ce recul.

Les jeunes des facultés et des lycées viennent de démontrer qu'on peut faire reculer Chirac. Ils se chargeront dans les jours qui viennent de pousser l'avantage en poursuivant la grève et en manifestant le 4 décembre pour le retrait total du projet Devaquet. Cela veut dire que beaucoup de choses changent pour les travailleurs. Un projet remettant en cause un acquis comme la Sécurité sociale, une attaque sur l'emploi ou les salaires, tout cela doit être mesuré et revu en fonction du recul de Chirac.

A nous maintenant de préparer, pour la Sécurité sociale et l'emploi, un mouvement aussi massif que celui des jeunes. S'ils se sont mobilisés à ce point-là, c'est que

le chômage les inquiète au plus haut point, eux et leurs parents. La sélection qu'ils rejettent n'est qu'une politique pour les amener toujours plus vite au chômage.

Eh bien, la mobilisation de celles et ceux qui se battent contre les lois réactionnaires de Chirac doit s'engouffrer dans la brèche ouverte par les jeunes.

Il nous faut tout faire pour que ce mouvement des lycéens et des étudiants gagne, afin que nos propres luttes en soient d'autant facilitées.

### Qui n'a pas intérêt à la victoire ?

Si les jeunes parviennent à obtenir le retrait total de la loi Devaquet, alors ce sera un échec retentissant pour Chirac, qui endosse lui-même la responsabilité de la loi Devaquet.

Aider les lycéens et les étudiants, c'est possible : en leur apportant le soutien des syndicats dans leurs assemblées générales, en les invitant à venir exposer les raisons de leur mouvement devant le personnel des entreprises, en défendant avec eux le retrait du projet de loi Devaquet.

Les aider tout de suite, c'est préparer nos luttes de demain.

Un succès contre la politique libérale de Chirac, qui sélectionne les « gagnants » et élimine les « perdants », c'est un coup sévère porté par toute une jeunesse à tous les mensonges de la droite au pouvoir.

Qui d'entre nous n'a pas intérêt à cette victoire ?

S'il est vrai que « Mai 68, c'est vieux et que novembre 1986, c'est mieux », alors il s'agit bien de préparer un mouvement d'ensemble contre la politique de Chirac, pour y mettre un coup d'arrêt par la lutte de masse.

« Les jeunes qui travaillent ici sont branchés sur la grève des étudiants et des lycéens. »



## EUSKADI : VICTOIRE EMPOISONNÉE DU PSOE

Non, le résultat des élections en Euskadi n'est pas un « paradoxe », comme le titrait l'éditorial du *Monde* du 2 décembre. Felipe Gonzales s'est enfermé dans un huis clos politique en refusant une réponse réelle à un fait national vieux de plusieurs siècles.

Avec dix-huit sièges, la liste de Txiki Benegast (PSOE) devance le Parti nationaliste basque (PNV). Le nationalisme conservateur est le grand perdant. Le PNV n'aura que dix-sept sièges (il en avait trente-deux en 1984), alors que la formation dissidente dirigée par Carlos Garaikoetxea (Solidarité basque - Euzkal Alkartasuna, EA) obtient quatorze sièges.

Les deux fractions du nationalisme conservateur maintiennent le score précédent du PNV, mais il faut souligner que l'avancée de EA se fait à partir d'un discours beaucoup plus radical. Garaikoetxea a su mordre sur la frange électorale nationaliste du PNV qui se mobilise autour du problème de l'autodétermination qui conteste l'état actuel du statut d'autonomie et qui ne reste plus silencieuse au sujet des négociations du gouvernement central avec l'ETA militaire.

Ce vote, ainsi que la progression d'Euskadiko Ezkerra (centre gauche), apporte un démenti à la politi-

que de Madrid. Le PSOE récupère les fruits de cette division mais aussi l'explosion du mécontentement face à la gestion économique et sociale du PNV mais sans ce « tampon ».

Sans majorité réelle, le PSOE pourrait tenter de « gouverner » à lui tout seul mais il n'y a aucun intérêt : soit il relancerait un « pacte de législature » avec le PNV, soit les deux groupes PNV et EA tenteront à leur tour une alliance.

Herri Batasuna, particulièrement visé par les campagnes de Madrid et par le discours de Garaikoetxea qui tentait de mordre sur sa base, sort encore gagnant de cette épreuve, passant de onze à treize sièges. C'est donc l'appui à une politique de négociations (que EA reprenait tacitement) et non pas de répression que représente cette élection. C'est aussi la contestation du statut imposé par Madrid. Mais il ne faut pas oublier que c'est toute la politique économique, le prix de la crise et les dégâts de la « reconversion » industrielle qui sont également sanctionnés.

Chirac a été un des premiers à « féliciter » son ami Felipe Gonzales : il lui a envoyé un vingt-sixième réfugié basque en guise de cadeau...

## TAHITI EXPLOSION... SOCIALE

Début novembre, une grève générale a eu lieu à Tahiti et trois mille personnes ont défilé à Papeete. Nous ne l'avons appris qu'avec retard par la presse locale, la presse métropolitaine ayant jugé sans doute la nouvelle sans intérêt.

Suivie à 90 % sur le site de Mururoa, la grève était appelée par une intersyndicale regroupant tous les syndicats, à l'exception de celui des travailleurs sociaux qui n'avait pu réunir son assemblée générale mais soutenait néanmoins les revendications avancées.

Celles-ci visent à défendre les acquis du Code du travail de 1952 et à combattre les mesures antisociales du gouvernement, touchant notamment aux prestations en cas de maladie et d'hospitalisation. L'intersyndicale réclame de plus la parité de statut avec le personnel de métropole et un rééquilibrage du SMIC.

Après le massacre de vingt-quatre Hindous par des séparatistes sikhs au Pendjab, trois mille Hindous ont défilé à Delhi. En juillet, quatorze passagers d'un autobus avaient été abattus dans ce même Etat du Pendjab. Confronté à la révolte sikh dont sa mère a été la victime, Rajiv Gandhi n'en a pas fini avec le séparatisme.

## HONDURAS RETOUR DES USA

Plusieurs dizaines de personnalités ont signé la lettre ouverte à François-Xavier Ortoli, PDG de Total-CFP, demandant qu'il soit mis fin aux activités de la compagnie en Afrique du Sud. Total, où l'Etat dispose d'une minorité de blocage, est particulièrement impliqué dans un secteur jugé stratégique par les autorités racistes. Nous reviendrons la semaine prochaine sur cette campagne initiée par le Mouvement anti-apartheid, à laquelle la LCR prend part.

Mordechai Vanunu, le technicien nucléaire israélien qui avait révélé à la presse britannique la production par Israël d'armes atomiques, va passer en procès pour espionnage, aide à un ennemi en temps de guerre et révélation de secrets d'Etat. Vanunu, enlevé à Londres par des services secrets israéliens, risque la peine de mort, ou au moins la perpétuité. Pendant ce temps, les Israéliens continuaient tranquillement de livrer des armes à l'Iran.

On vient d'apprendre qu'un jeune coopérant français est emprisonné en Afrique du Sud depuis le 24 octobre. Les autorités racistes l'accuseraient d'avoir aidé des opposants au régime.

## COURTS... ... METRAGES

### HECATOMBE POUR L'EMPLOI

Les emplois n'en finissent pas de disparaître... 60 000 postes devraient être supprimés dans la métallurgie en 1987, dont 20 000 dans la sidérurgie déjà plusieurs fois touchée à mort, et 10 000 dans la construction navale. Et il faut ajouter aux fermetures des chantiers de Dunkerque, Nantes, La Seyne, La Ciotat, les suppressions de postes qui s'accumulent également dans les « petits » chantiers (CMN à Cherbourg, Chantiers de l'Arno sur la côte normande, etc.).

Dans l'automobile, les dégraissages s'élevaient à 10 000, et l'on compterait également 8 000 emplois en moins dans les mines.

Ne croyez pas que la situation est plus rose dans les industries dites « d'avenir ». On prévoit 2 000 suppressions de postes dans la téléphonie ! L'électronique grand public ne vaut guère mieux. Philips France réduira ses effectifs de 450 en 1987. A l'horizon 1990, le tiers des emplois de cette entreprise (soit 1 600 postes) aurait même disparu.

Thomson, de son côté, délocalise la production hi-fi-audio et moniteurs d'ordinateurs familiaux en Asie du Sud-Est. Ce qui conduit à la disparition des sites de Moulins, Saint-Pierre-Montlimard et Lyon. L'aéronautique figure enfin au tableau d'honneur des attaques patronales. Des avions Dassault à l'Aérospatiale en passant par la SNECMA et ses filiales, ce sont en tout 2 500 emplois qui devraient être supprimés l'an prochain.

### FINISTERE MAUDIT...

La crise du PCF dans le Finistère vient de rebondir avec la démission de huit militants de la cellule Marcel Cachin de Plougastel-Daoulas. On se souvient que la majorité des militants de Brest était déjà entrée en dissidence et ne reconnaissait pas la nouvelle direction fédérale. Aujourd'hui, les démissionnaires remettent en cause le « stalinisme du parti et son absence de démocratie interne ».

Ils déclarent notamment : « Réduit à moins de 10 %, le parti avait besoin d'une rénovation, d'une mutation, d'une renaissance, sous peine de tomber, non pas dans un déclin largement entamé, mais dans l'obsolescence. C'est ce que nous avons essayé de faire avec des centaines d'autres camarades ».

Parmi les démissionnaires figurent deux conseillers municipaux et un ancien membre du secrétariat fédéral, candidat du parti aux législatives.

Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée - qui recueille 80 % aux élections professionnelles - compte organiser une journée portes ouvertes sur le thème « Promouvoir l'éducation ». La direction vient de l'interdire. Dans un communiqué, le SNPEP déclare qu'il « est évident que le thème illustrant » cette journée « n'est pas en phase avec les orientations actuelles du garde des Sceaux qui pense surtout : exclusion, prison, marginalisation des populations jeunes ».

### LES PIEDS DANS LE PLAT

Dans le cadre de la préparation du congrès du Parti socialiste, Jean Poperen a sorti une contribution dans laquelle il s'oppose à toute alliance avec des formations de droite pour l'après-1988 : « Ce que nous écarterons, et ce dont le congrès devra renouveler le refus, ce sont des alliances avec des partis et des organisations de droite qui, sous des allures béneuses, prennent aujourd'hui toute leur part de la politique du néo-vichysme ». Cette prise de position n'est pas sans importance quand on sait que le PS ne peut avoir la majorité absolue et qu'une partie de sa direction est prête à liquider la nature de ce parti dans le cadre d'alliance avec les centristes. La contribution de Poperen résume donc tout l'enjeu du futur congrès. En bref, il met les pieds dans le plat. Reste à savoir sur quoi débouchera sa contribution.

### « LE PETIT FRISSON »

On ne peut s'empêcher de citer les titres du *Quotidien de Paris* dont le directeur de la rédaction, Robert Toubon, est le frangin de Jacques, « directeur » du RPR.

« Etudiants-lycéens, le petit frisson », titrait-il le 26 novembre ! Le 24, il rendait compte de la manifestation du 23 avec en une : « Le défilé des profs de gauche, la vieille école ». Et il remettait le couvert le lendemain en titrant, à propos de l'écho rencontré par la manifestation appelée par la FEN le dimanche précédent : « Attention intox ». Le 28, tout de même, la manifestation de la veille ayant produit un certain effet, on pouvait encore lire : « Ils étaient des centaines de milliers, sur le bitume l'amer-tume. » L'éditorialiste, Philippe Tesson, se demandait même : « Pourquoi étaient-ils là, si nombreux, si déterminés, si calmes... »

Après avoir baptisé Chirac « le rouleau compresseur » au lendemain de son intervention à la télévision, le *Quotidien* du 2 décembre titrait enfin : « Les étudiants préparent leur réponse à Chirac. » Et : « La semaine du jeudi 4. » Comme on devient prudent quand le sol se dérobe sous ses pas !

Jacques Chirac est contre le travail le dimanche dans les magasins, contrairement à son ministre de l'Industrie, Madelin. L'étude réalisée par le ministre du Commerce, à laquelle Chirac se réfère, recommanderait d'arrondir les angles et de permettre des exceptions... dans les régions frontalières par exemple. Et d'exception en exception, où en arrivera-t-on ?

## SUCCES D'UN COLLOQUE SUR L'IMMIGRATION

Plusieurs dizaines d'associations antiracistes et de soutien aux travailleurs immigrés organisaient le 16 novembre à Marseille un colloque intitulé « Les immigrations en Europe ».

Plus d'un millier de participants ont collaboré aux commissions de travail et ont écouté très attentivement l'intervention des conférenciers, français et étrangers.

Le rôle économique de l'immigration a été mis en évidence et un très riche débat contradictoire a eu lieu sur les conditions de l'insertion des immigrations dans la vie sociale et culturelle des pays d'accueil. Une de ces conditions a émergé de manière nette : l'obtention du droit de vote pour les immigrés. Dans tous les pays où il est en œuvre (même de manière partielle), on a pu constater une dédramatisation des problèmes de cohabitation entre communautés, malgré les effets comparables de la crise économique.

Malheureusement, ce n'est nullement dans cette voie que s'orientent les principaux pays (les cas de la RFA, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Suisse ont été plus précisément étudiés).

Le colloque a donné toute la mesure du chemin qui reste à parcourir. Mais il a permis aussi une mobilisation militante nourrie et unitaire qui doit avoir des prolongements dans le combat immédiat contre la réforme du Code de la nationalité.

Un concert interculturel particulièrement animé (mais avec un public partiellement différent !) a suivi le colloque, donnant au rassemblement ce caractère de fête désormais traditionnelle à Marseille lors des grandes initiatives antiracistes.

A Dragignan, la droite vient de remporter l'élection municipale et conserve ainsi la mairie, bien que minoritaire sur la ville, n'obtenant que 47,82 % des voix. C'est la présence au deuxième tour de deux listes socialistes qui lui a permis cette « victoire ».

## QUINZE MORTS DANS LE XX<sup>e</sup> A PARIS, ÇA SUFFIT !

Depuis septembre dernier, en trois mois, quinze personnes ont péri lors d'incendies dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Il apparaît clairement que ces incendies sont d'origine criminelle. A chaque fois, les escaliers ont été aspergés d'essence afin de rendre très difficile l'évacuation des habitants de l'immeuble et donc de faire le maximum de victimes. Lors du dernier incendie, six personnes, dont quatre enfants ont péri. Dans tous les cas, les cibles ont été d'anciens hôtels

meublés transformés en studios abritant des familles d'immigrés, d'Antillais ou de Français d'origine étrangère. Ainsi, le caractère raciste de ces attentats ne fait aucun doute.

Le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris a été l'objet depuis trois ans de nombreuses campagnes du Front national et de la municipalité réactionnaire de Bariani contre la population immigrée. Ces incendies ne sont que le résultat de cette incitation à la haine raciale. Très vite, l'ASTI locale,

## A EN PLEURER

### DIX ANS ET DEJA VIEUX

Mauvaise nouvelle : le RPR a dix ans. Allo, maman bobo, pourquoi tu l'as fait comme ça, il est pas beau. Enfin, Chirac aura une occasion de parler aux jeunes pour leur dire que s'ils avaient appris à lire à l'école, ils n'auraient pas approfondi le projet Devaquet avec le projet Devaquet, mais qu'ils y auraient trouvé rien d'autre que le projet Devaquet. Comment retirer un projet Devaquet qui n'existe pas, sans avancer le projet Devaquet qui existe : c'est magique.

Chaque minute, dix millions de francs lourds sont consacrés dans le monde à l'achat d'armement, six cents millions à l'heure et sept milliards à la journée. Une journée de ventes d'armes = un plan Séguin d'économies. Sur une année, 6 % du PNB mondial part en armes. Les politiciens blindés ne s'en émeuvent plus depuis longtemps. Gardons le parti pris de la naïveté : sur 6 %, il y a 6 % de trop. A défaut du retrait de la loi Devaquet, le mouvement étudiant a obtenu par ricochet le retrait d'un projet de loi supprimant le remboursement de l'IVG. C'est pas de la grande politique ça ?

Nicolas Jeanson

## NANTES DUR, UN MAIRE RPR

On n'est pas gâtés à Nantes. Depuis l'arrivée du RPR Michel Chauty à la mairie en 1983, les attaques se sont multipliées contre la culture, les HLM, les transports publics...

Il refuse cette fois une sub-

vention au comité de chômeurs qui a le projet de créer un restaurant à tarif réduit. Deux d'entre eux ont entamé depuis le 17 novembre une grève de la faim pour obtenir satisfaction. Un gala de soutien a rassemblé trois cents personnes le 29 novembre. Une pétition a recueilli de nombreuses signatures de militants politiques ou syndicaux du PSU, de la FGA, de la LCR, du PS, du PC, des unions locales CGT ou CFDT, des Travailleurs paysans...

Six travailleurs de la centrale nucléaire de Paluel (Seine-Maritime) ont été exposés pendant plusieurs heures à des radiations en effectuant des travaux d'entretien. Cinq d'entre eux sont des employés d'une entreprise sous-traitante et ne bénéficient pas des mêmes garanties (formation, suivi médical, etc.) que ceux de l'EDF. La direction minimise la contamination en déclarant qu'elle est « inférieure aux doses légales » !

## COURTS... ... METRAGES

Nous publions ci-dessous la lettre que le bureau politique de la LCR a adressée au Mouvement du 1<sup>er</sup> Mai (KMF, principale centrale ouvrière) et au Partido ng Bayan après l'assassinat de Rolando Olalia.

Chers camarades, C'est avec une indignation et une tristesse profondes que nous avons appris l'assassinat du camarade Rolando Olalia. Dans ce moment difficile et douloureux pour vous, nous voudrions vous assurer de notre entière solidarité et joindre notre protestation à celles, nombreuses, que ce meurtre a

soulevées à travers le monde.

En tuant Rolando Olalia, les forces militaires réactionnaires cherchaient à frapper au cœur le mouvement ouvrier et populaire de votre pays. Symbole, comme son père avant lui, de la lutte déterminée des travailleurs pour leurs droits les plus élémentaires sous la dictature de Marcos, Rolando Olalia se trouvait au premier rang de la lutte de masse politique et syndicale pour consolider et étendre les acquis de la révolution de février. C'est précisément afin de mettre en cause ces acquis et préparer le terrain à un retour aux méthodes les

plus répressives que Rolando Olalia a été tué.

Nous sommes sûrs que vous vous battrez pour que les assassins et leurs commanditaires soient châtiés, et pour continuer le combat de Rolando Olalia pour la classe ouvrière et les opprimés des Philippines. Sachant que ce combat peut être long et difficile, nous réaffirmons notre solidarité avec les luttes à venir. Transmettez aux amis, à la famille et aux camarades de Rolando Olalia nos sincères condoléances.

Le 21 novembre 1986

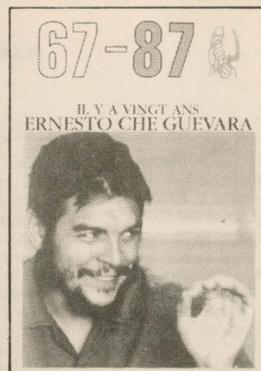
## POUR MIEUX NOUS CONNAITRE

CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F
INPRECOR (quinzomadaire) 1 an	250 F	250 F
QUATRIEME INTERNATIONALE (4 numéros)	100 F	170 F

Règlement à l'ordre de la PEC

## VIENT DE PARAITRE CALENDRIER 1987

En vente auprès des diffuseurs de Rouge ou en écrivant à : LCR (Bakou), 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Chèque à l'ordre de la LCR.



30 F

APIC et l'ACB (Association culturelle berbère) ont organisé la mobilisation sur tous les marchés du quartier. Un rassemblement lundi 1<sup>er</sup> décembre a réuni plusieurs centaines de personnes devant la mairie du XX<sup>e</sup>. Un adjectif s'est engagé à reloger provisoirement les familles dans un hôtel et faire effectuer rapidement la réfection de l'immeuble.

Les locataires ne veulent pas d'un logement précaire et refusent de retourner dans l'immeuble délabré où quatre de leurs enfants ont trouvé la mort. Ils refusent également la dispersion dans plusieurs foyers dont les menace la mairie et veulent rester groupés afin d'imposer leurs revendications et leur logement dans des conditions décentes.

Les instituteurs de l'école que fréquentaient les enfants tués lors de l'incendie appellent à manifester cette semaine. Samedi, ce sera autour des enfants eux-mêmes d'organiser une marche dans le quartier.

# POUR QUI SONNE LE GLAS

EN TÊTE

L'automne 1986 fera date. La vague libérale croyait jusqu'alors tout submerger, y compris les « valeurs » de la Révolution française. C'était sans compter sur une jeunesse dressée contre la ségrégation.

Les jeunes en état de légitime défense

Pour le libéralisme, le mouvement étudiant annonce le début de la fin. La vague idéologique s'écrase sur le refus d'une génération qui n'admet pas davantage la ségrégation sociale que la discrimination raciale. Contre une bourgeoisie qui tourne ses regards en deçà de 1789, la jeunesse retourne aujourd'hui les valeurs démocratiques : l'égalité contre la

pensée nouvelle, le libéralisme est une aubaine ; ils n'ont rien à inventer. Il leur suffit de retrouver dans des livres désuets l'habillage élégant de leur pensée vulgaire. A quoi se résume-t-elle ? A une théorie des lois naturelles.

Pour les individus, les inégalités naturelles, et pour les entreprises, le marché, se chargent de faire le tri, en clair d'éliminer les faibles et

de l'Etat est-il aussi de limiter le champ de l'exercice de la liberté individuelle.

Derrière l'apparence du réalisme, le libéralisme dissimule donc un réel cynisme. Il n'est pas antisocial, il affirme seulement qu'un individu ne peut être sauvé que par lui-même. Il n'est pas contre l'égalité, il pense seulement qu'on défend mieux les faibles en les laissant se frotter aux forts, etc. Il combat donc les lois humaines qui contrarient les lois « naturelles ». Par essence, le libéralisme est une pensée de la déréglementation.

a-t-elle été puissamment aidée par les repoussoirs de l'Est européen.

Mais l'imposture atteint le point où l'on « oublie » que le libéralisme économique n'a jamais été mieux appliqué que par les dictatures (celle de Pinochet en est le fleuron) ou par les régimes les moins « libéraux » (Thatcher). La France donne aujourd'hui l'image d'un gouvernement qui combine le libéralisme économique avec l'autoritarisme et la répression (drogues, police, immigrés, prison, etc.).

Cette cohabitation de la sous-réglementation économique et de la sur-réglementation politique n'est pas un paradoxe. En écrasant les faibles, en levant la couverture sociale, le libéralisme crée la misère et du même coup des poches de révolte. Il produit de l'insécurité en même temps qu'il marginalise. La place symbolique du tandem Pasqua-Pandraud dans le gouvernement n'est pas seulement un cadeau de la droite à sa base sociale, c'est le revers nécessaire de la déréglementation.

## Une imposture fonctionnelle

C'est la première raison de sa fonctionnalité dans cette période de « guerre économique ». Quand tout est dérégulé dans une économie en crise, il reste à déréglementer les rapports sociaux. La deuxième raison du succès du dandysme libéral tient à l'unicité de son principe explicatif : la loi du plus fort. La hiérarchie des individus, des nations, des entreprises : tout puise dans une source unique de justification de l'ordre existant. Pensée totalisante, sinon totalitaire, s'il en est ! Là encore, la crise balaie la route à la réaction intellectuelle. Les libéraux ont un remède universel qui vaut pour les hommes en société comme pour les entreprises sur le marché et qui s'appelle concurrence. N'oublions pas enfin que la vogue libérale doit sa réussite au fait d'avoir créé l'amalgame entre liberté et capitalisme. Sans doute

## Un laboratoire : l'éducation

Dans l'éducation, le libéralisme a poussé très loin ses excès. Selon lui, il y a crise de l'institution scolaire parce que celle-ci poursuit une chimère démocratique. En voulant dispenser un tronc commun de connaissances, elle pénalise le fort et frustre le faible. La « démocratisation » de l'enseignement contrarie les inégalités « naturelles » ; il y a

donc conflit. Pour le nouer, la loi humaine doit reculer devant la loi « naturelle ». Autrement dit, la sélection à l'école ne doit pas être regardée comme une maladie honteuse ou une frontière à faire reculer. Elle doit être pleinement assumée, parce que la sélection est inscrite dans la nature.

Pour en finir avec l'égalitarisme, le Club de l'Horloge proposait bien avant le 16 mars de généraliser le « libre choix de l'établissement qui jouera ainsi un rôle comparable à celui des prix dans une économie de marché », de « remettre en cause le maintien de la fin de la scolarité obligatoire à seize ans pour tous ». Dans le même esprit, il prônait le retour aux filières : « Dans l'enseignement secondaire et dès le premier cycle, il faut aménager des voies différenciées. » Ce qui débouchait sur le rétablissement de l'examen d'entrée en sixième.

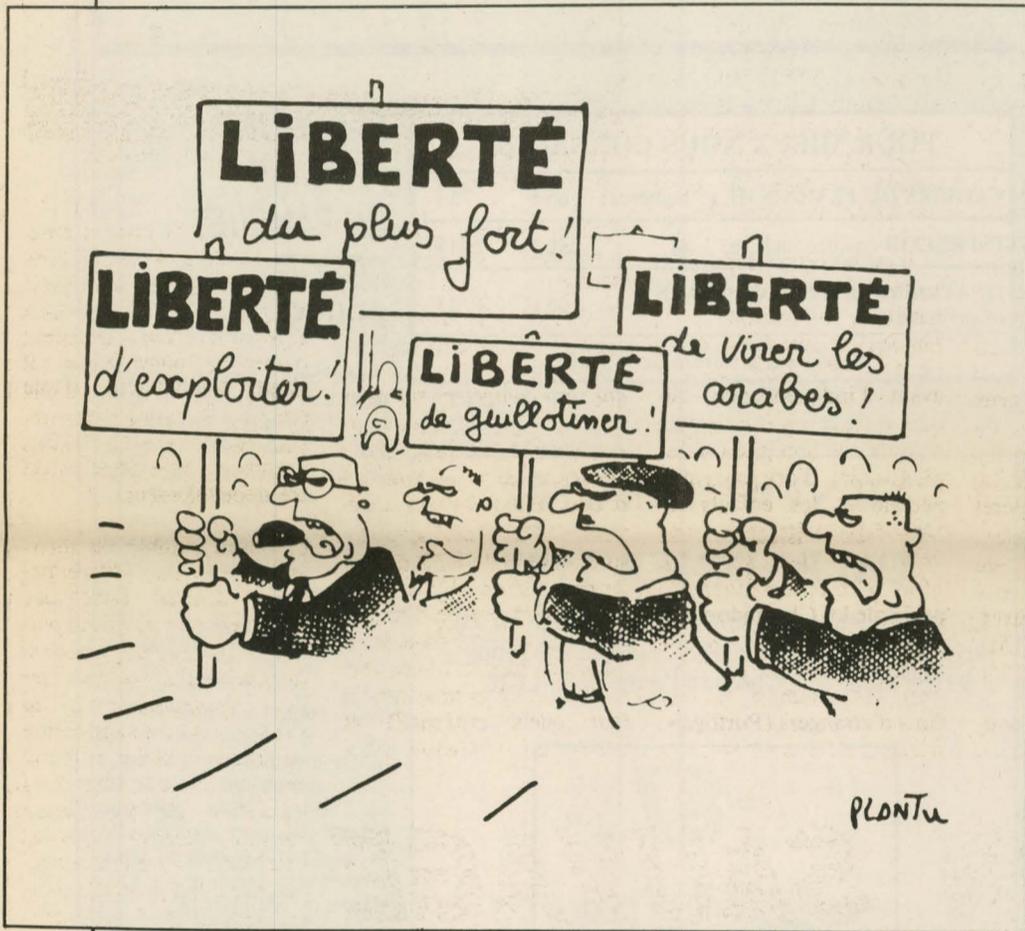
Au passage, les ultra-libéraux trahissaient la profondeur de leurs sentiments à l'égard de la jeunesse en ces termes : « Cet univers amollissant a fait des jeunes une génération de mollusques sans passé, sans avenir et qui attend l'heure du réveil. » Faut-il rappeler que le Club de l'Horloge fut jusqu'à une date récente présidé par Yvon Blot, membre du comité central du RPR, et que son ancien secrétaire général, Jean-Yves Le Gallou, s'occupe désormais de l'immigration... au Front national ?

Le projet Devaquet a été porté par cette vague élitiste et autoritaire. Il entend développer la concurrence entre universités pour le choix des étudiants, le financement et les diplômes. Il tente de résoudre le problème de l'accueil des étudiants par une procédure d'élimination et d'exclusion. Il restaure l'autorité des mandarins.

Le mouvement actuel des lycées et facultés va donc au-delà de l'enjeu éducatif. Quel que soit le sort du texte législatif, la déferlante libérale a commencé de refluer à compter de novembre 1986. On n'a pas fini d'en mesurer les conséquences : l'habillage idéologique de la politique de la déréglementation est durablement démodé.

Il reste aux marxistes contemporains à convaincre une génération que la modernité condamne non seulement le libéralisme mais aussi le capitalisme.

Camille Pierre



Les dessins reproduits sur cette page sont les extraits de *Bonne année pour tous* de Plantu, éditions La Découverte-le Monde et de *Bien dégagé sur les oreilles* de Cabu, éditions La Découverte

concurrence, la liberté contre la loi du plus fort, la démocratie contre le darwinisme social. Que des centaines de milliers de jeunes descendent dans la rue au nom de ces valeurs témoignent autant de la force des aspirations démocratiques et des menaces qui pèsent sur elles.

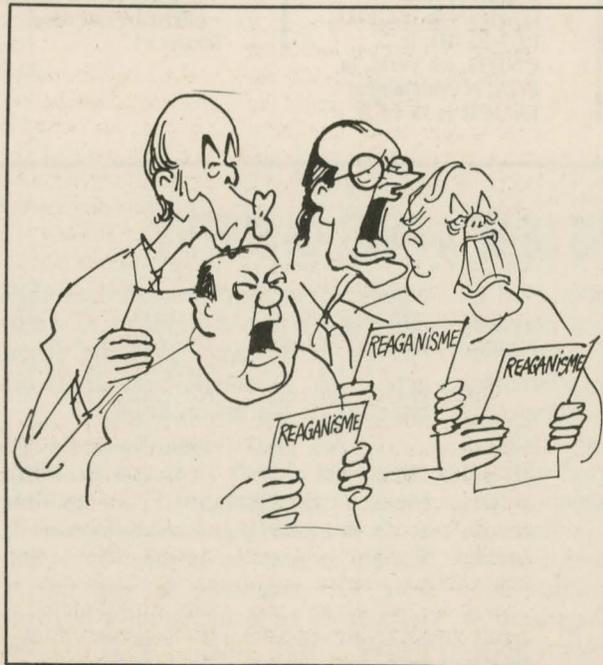
Le libéralisme, qui se donne pour moderne, est à la fois archaïque et trivial. Archaïque parce qu'antérieur aux sciences sociales, il se refuse à les reconnaître : la nature humaine traverse les siècles. Trivial, parce qu'il est un enrobage prétentieux d'une vision du monde propagée depuis des lustres par tous les adjoints : dans la vie, il y a deux catégories, les gagnants et les gagnés...

## Théorie des lois « naturelles »

Pour les petits marquis incapables de produire une

de hiérarchiser les autres. La sélection naturelle est donc le moteur du comportement individuel et de l'ordre social. Toute entrave à la compétition entre les individus casse le ressort de l'épanouissement maximal de chacun. A l'inverse, en récompensant les meilleurs, la société pousse l'individu à développer toutes ses facultés.

La méritocratie est donc le revers de la liberté de chacun de faire ses preuves face aux autres. Elle garantit l'harmonie sociale, puisque les faibles sont seuls responsables de leur sort. L'individu est ainsi renvoyé à son destin et les données sociales reléguées au rang de contingences. Pratiquement, la protection sociale, au sens large, est définie comme une perversité : elle désarme le faible face aux défis du monde, elle l'enferme dans sa condition. De même, l'envahissement



# PLUS MENTEUR QUE MOI...

*Contraint de reculer face aux étudiants et lycéens mobilisés, Chirac cherche un terrain plus solide pour justifier sa politique. Les immigrés et les antiracistes sont les premières victimes de ses attaques.*

C'est une sorte d'exploit qu'a réalisé Chirac dimanche 30 novembre, dans une émission qui aurait pu s'appeler « L'heure du mensonge ». Que d'erreurs, d'omissions, d'inexactitudes ont été accumulées en peu de temps par un Premier ministre que sa fonction et le luxe de sa résidence autorisent sûrement à prendre les autres pour des imbéciles.

Après les étudiants, ce fut donc le tour des immigrés et de tous les antiracistes d'être l'objet du mépris hautain du dirigeant du RPR. Tout cela dans un discours placide et bonhomme où chaque phrase semblait relever de l'évidence. Représentons la liste de ces mensonges.

□ « Ce n'est pas rien d'être français, on ne devient pas français à la sauvette parce

que, simplement, on a oublié de dire qu'on ne voulait pas l'être », devait indiquer le Premier ministre. C'est oublier d'abord que chaque année 800 000 bambins poussent leur premier cri dans les maternités et deviennent français sans qu'on leur ait vraiment demandé leur avis. C'est oublier aussi de s'interroger sur la nationalité naturelle d'un jeune de dix-huit ans né en France et y ayant toujours vécu. C'est prendre les gens pour des imbéciles que de faire croire que la réforme du Code de la nationalité est entreprise dans l'intérêt de jeunes qui deviendraient aujourd'hui français « sans l'avoir voulu ». Si le problème résidait là, le gouvernement pourrait les informer de leur droit de décliner cet « honneur ».

Enfin, d'où vient la soudaine découverte par Chirac

du caractère « aberrant » d'une loi qui existe dans ce pays depuis 1851 ? Il est vrai qu'à cette époque, et jusqu'à une date récente, le souci premier des gouvernants était de « découvrir de nouveaux Français » pour en faire de nouveaux soldats...

□ « Les enfants nés en France de parents qui ont été français avant la décolonisation (...) — c'est ce qu'on appelle les Beurs — ne sont absolument pas touchés », indiquait encore l'hôte de Maignon. Le téléspectateur moyen a dû se dire : « Mais alors, ça sert à quoi ? » L'électeur du Front national a dû s'interroger : « Le Pen nous l'avait dit qu'ils allaient se déballonner. » Quant aux jeunes Beurs, ils ont dû se dire : « Il nous prend vraiment pour des imbéciles. » En un mot, succès complet de cette opération de communication !

Il est vrai que Chirac a dû reculer, en maintenant l'attribution automatique de la nationalité aux enfants nés en France d'Algériens nés avant l'indépendance. Sinon, il lui aurait encore fallu séparer « le bon grain » (les pieds-noirs d'origine européenne et les enfants de Maghrébins israéliens) de « l'ivraie » (les autres...). Mais l'objet essentiel du projet de loi Chalandon vise justement les autres Beurs, fils de Marocains, de Tunisiens, sans oublier les enfants d'étrangers (Portugais, Italiens, etc.) ayant toujours



Première, deuxième, troisième génération, tous des enfants d'immigrés.

vécu en France et désormais considérés comme des étrangers.

□ « Pour être français, il faut au moins dire que l'on veut l'être. (...) C'est un juge qui sera compétent sur deux critères : un minimum de connaissance de la langue et l'absence de condamnation à des peines lourdes supérieures à six mois », poursuivit le chef du RPR devant les caméras de TF1. Eh oui, il ne suffira pas de dire que l'on veut devenir français, il faudra en plus satisfaire à un minimum de connaissances (sur quels critères ?) et n'avoir été condamné à au-

cune peine (Chirac a sûrement oublié ce détail) pour vol, participation à un avortement illégal, chèque sans provision ou consommation de drogue, même douce... Il s'agit évidemment d'une simple « formalité » qui, appliquée à tous les bons Français, entraînerait un sacré dépeuplement.

□ Enfin, comble du mensonge ou de l'incompétence, Chirac concluait : « Le texte sera de loin le plus libéral de ceux qui régissent la nationalité de tous les pays comparables à la France. » On se demande comment qualifier le texte antérieur. Et que dire de la législation de pays aussi « révolutionnaires » que les Etats-Unis, voire le Canada, où le seul fait de naître dans le pays donne automatiquement accès à la nationalité ?

Chirac a cru trouver un terrain plus solide pour justifier les expulsions — dix mille depuis huit mois —, en accusant ouvertement tous les expulsés de fraude ou de délit.

□ Nous n'oublierons pas la dernière ironie du chef du gouvernement : « Je me suis entretenu de ces questions avec les chefs d'Etat et de gouvernement africains. Il n'y a eu aucun problème. » Ce n'est évidemment pas le gouvernement malien, du général Moussa Traoré, adepte de la manière forte et « ami de la France » — ou plutôt de ses gouvernants —, qui allait protester.

Après cette « brillante » prestation télévisée, une chose est certaine : Chirac louvoie avec les étudiants parce qu'ils sont en grève et dans la rue. Si on veut le faire reculer sur le Code et les expulsions, c'est bien la même voie qu'il faut prendre.

Correspondant de Lyon

Laurent Carasso

## EXPULSION SAUVAGE

*Les Minguettes, à Vénissieux, se sont à nouveau embrasées. Et pour cause. L'expulsion d'une famille algérienne a provoqué la révolte d'une population laissée pour compte.*

Samedi 29 novembre, une famille de Vénissieux était expulsée de son logement par la police. La presse locale en a retenu un « accès de fièvre », la mairie parle de provocation et de manipulation. Personne ne parle des faits. Pourtant la violence policière a atteint un rare niveau : des femmes âgées étaient en sang, des enfants ont été piétinés. Force est toutefois restée à la loi, comme disent les journaux.

Vingt mille logements sont vides dans l'agglomération lyonnaise, dont deux mille aux Minguettes. Plusieurs centaines de familles vivent dans des taudis parce qu'elles ne répondent pas aux critères retenus pour obtenir un toit. Depuis plusieurs années, une coordination mène une action

pour le droit au logement de tous et partout : démarches auprès des régies, des offices HLM, des mairies.

Des familles qu'on a renvoyées de banlieue en banlieue et, en centre ville, de régie en office HLM pendant des années, ont décidé d'occuper des appartements vides, de payer leurs loyers jusqu'à la régularisation du bail. Une trentaine de familles sont concernées, à Villeurbanne, Lyon, Bron, Vénissieux. La moitié a déjà été régularisée ou relogée correctement. Mais la préfecture a décidé d'engager l'épreuve de force sur le cas de la famille Kroubi. Le choix de Vénissieux, municipalité PCF, n'est sûrement pas fortuit, la mairie n'ayant pas choisi ses meilleurs alliés en ne s'opposant pas à l'expulsion et en s'en

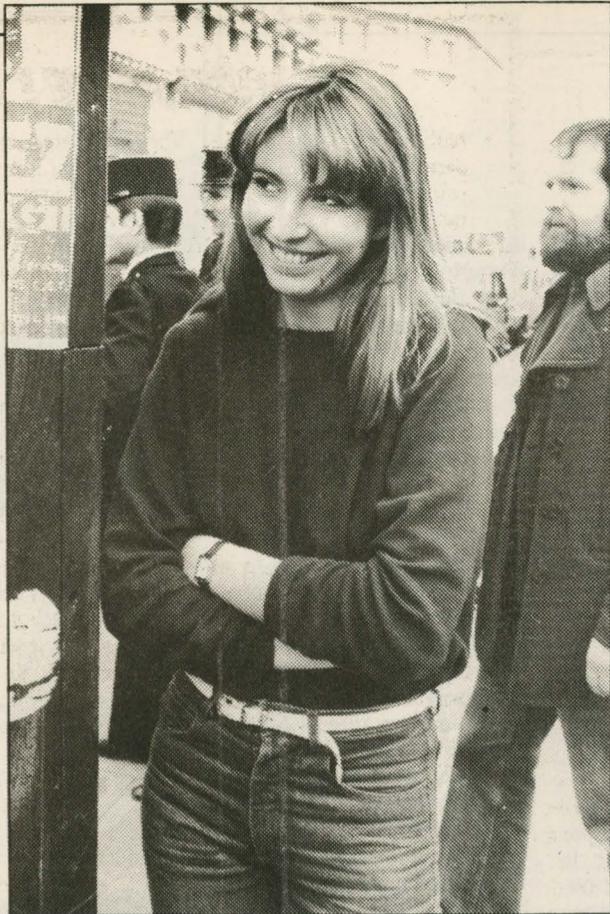
prenant à la coordination pour le droit au logement.

La presse ne parle que des jets de pierres contre la police. Elle a simplement oublié qu'avant le matraquage, les familles du quartier — jeunes compris — étaient pacifiquement assises par terre, devant l'immeuble et dans l'allée. Les apôtres de la « non-violence » feraient donc mieux de réfléchir à ce qu'ont dû éprouver des jeunes de quinze à vingt ans en voyant leur mère en sang et leurs petits frères et sœurs piétinés par les flics. Au moins dix femmes ont été blessées durant la charge dont, semble-t-il, une se trouve dans un état grave. Tiens, elle n'est pas arabe mais... ardéchoise.

La famille Kroubi se trouve aujourd'hui dans un

foyer de réfugiés à Feyzin. Contrairement aux affirmations du maire de Vénissieux, elle n'a pas refusé de logement puisqu'on ne lui a proposé que ce foyer où on l'a placée contre sa volonté. Ce n'est d'ailleurs qu'un hébergement provisoire.

Michel Ganozzi, militant de la coordination pour le droit au logement, se retrouve en prison, inculpé à tort de « violence à agent et trouble de l'ordre public ». Sept autres personnes ont été gardées à vue, pendant plusieurs heures. C'est un véritable coup monté contre le mouvement des familles. La coordination va proposer un rassemblement de riposte, en fin de semaine, pour exiger la libération de M. Ganozzi et le droit au logement, pour tous et partout.



Spectacle insupportable pour la droite : des femmes ayant conquis leurs droits par la lutte.

Plus qu'une question d'économie budgétaire, c'est d'ordre moral qu'il s'agit.



APRES LES IMMIGRES ET LES JEUNES

# MAINTENANT, LES FEMMES ?

Les ultras de la majorité, appuyés par le Front national, montent en ligne. Leur cible : le droit à l'avortement, une conquête qu'ils n'ont jamais avalée.

**A** l'heure où nous mettons sous presse, les députés sont conviés à débattre de la suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) par la Sécurité sociale. Ce sont les plus ultras du Parlement, les députés du Front national, auxquels se sont joints dix-neuf RPR et quinze UDF dit « barristes », qui lancent cette offensive.

Mardi 25 novembre, ils ont convoqué la presse pour lui présenter leur proposition de loi qui supprime le remboursement de l'avortement et va jusqu'à interdire aux mutuelles et assurances de le prendre en charge. Comme ces députés ne sont pas certains de l'attitude du gouvernement Chirac face à leurs propositions, ils sont bien décidés à obtenir satisfaction, quitte à se « replier » sur un simple amendement pour la suppression du remboursement par la Sécu.

## Une pression organisée

Ces croisés anti-avortement n'en sont pas à leur première tentative depuis le 16 mars 1986. Dès le 28 mai, lors du vote sur le collectif budgétaire, deux d'entre eux avaient déposé

un amendement en ce sens. Et la question avait été repoussée le 6 novembre, lors du débat sur le budget des Affaires sociales de la politique familiale. Dans un cas comme dans l'autre, le gouvernement avait évité la discussion tout en expliquant : « Un débat à la sauvette n'est pas de mise sur un sujet aussi important. »

Maintenant, le gouvernement ne semble pas vouloir ou pas pouvoir reculer une troisième fois l'échéance de ce débat, ayant promis qu'il aurait lieu à l'occasion de la discussion d'un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social (DDOS) à l'ordre du jour les 4 et 5 décembre. Certes,

cet ordre du jour « tombe mal » pour Chirac : entre la contestation contre Devaquet et les manifs monstres de toute l'Education nationale, prendre le risque de provoquer des mobilisations d'ampleur, à l'initiative des féministes, n'est pas forcément judicieux. Or, le « risque » est réel. Le gouvernement n'ignore pas que,

selon les sondages, une nette majorité de l'opinion publique (et notamment 46 % de l'électorat RPR) est favorable au maintien de la législation en vigueur.

Si Chirac a déjà affirmé clairement son hostilité à l'avortement, et si globalement son gouvernement le suit à l'intérieur des groupes de la majorité au Parlement, les avis sont par contre plus nuancés. *A priori*, il est difficile d'imposer une consigne de vote sur un problème de « conscience ». C'est sans doute en fonction de ce risque politique évident que le Premier ministre s'est prononcé pour le *statu quo*, lors de son passage à l'émission « Questions à domicile ». Reste que tout montre qu'une partie de la droite, alliée en l'occurrence à l'extrême droite, entend faire une pression maximum sur le gouvernement.

## Ordre moral

Plus qu'une question d'économie budgétaire, il s'agit en fait d'un retour à l'ordre moral. En effet, que représente l'économie budgétaire qui serait ainsi réalisée (175 millions de francs) au regard des dix milliards que le gouvernement veut rogner au budget de la Sécurité sociale ? La proposition d'interdire le recours

Le droit pour les femmes de choisir, personne ne pourra le remettre en cause.



aux mutuelles ou assurances montre bien qu'il ne s'agit pas d'un problème d'argent. Quand le député Hector Rolland juge que la loi sur l'avortement « nous a coûté à peu près autant que la barbarie germanique pendant la guerre de 1914-1918, 1 500 000 morts », il dévoile de manière grotesque sa hargne contre les acquis des femmes.

C'est cette même volonté de revanche qui inspire le député RPR, Savy, quand il propose « d'affecter le budget du remboursement de l'IVG, voire de la condition féminine ou des droits de la femme à un fonds de secours pour les femmes enceintes en détresse ». Comme si la décision d'avoir un enfant

se résumait à une question d'argent.

La suppression du remboursement aboutirait aux trafics financiers, aux avortements clandestins, bref au retour à des pratiques moyenâgeuses et dangereuses pour les femmes. Et que Michèle Barzach, ministre de la Santé, ne nous parle pas de l'Assistance médicale gratuite. Pour l'obtenir, il faut en effet des revenus extrêmement bas, une enquête longue et humiliante, donc des délais longs. Ainsi, 80 à 90 % des femmes concernées seraient exclues du droit au remboursement. L'IVG redevenirait un privilège. Il est donc nécessaire de mobiliser toutes les énergies contre la suppression du remboursement.

Quand le droit au remboursement avait été obtenu par les luttes de 1982, le gouvernement n'avait pas supprimé certains aspects restrictifs et répressifs de la loi de 1975 : délais, entretien obligatoire, clause de conscience des médecins, maintien de l'article 317 du Code pénal, autorisation pour les mineures, restrictions pour les immigrées. Au moment où la droite relève la tête, la mobilisation s'impose. Si on ne veut pas revoir fleurir les procès pour avortement, il faut aussi mener la lutte pour la levée de toutes les restrictions et pour la dépénalisation de la loi. Afin que soit réellement reconnu aux femmes le droit de choisir.

Natacha Brink  
Anne-Marie Granger

## DE NOUVEAU, LES PROCES...

*Deux militantes du Planning familial inculpées de « publicité et provocation à l'avortement ». Evocation des débuts du combat pour la libéralisation de l'avortement avant 1975 ? Nullement. Nous sommes bien en 1986.*

Deux militantes du Planning familial sont inculpées pour avoir donné des adresses de cliniques anglaises à une jeune femme qui ne pouvait plus, en France, recourir à l'IVG, ayant dépassé le délai légal de dix semaines. Elles sont poursuivies au titre de l'article 647 du Code pénal, complétant l'article 317 (que les lois de 1975 et 1979 légalisant l'IVG n'ont pas abrogé), et selon lesquels « toute personne enfreignant la loi est passible d'amendes ou de peines de prison ».

Ce procès met en lumière, s'il en était besoin, le caractère restrictif et répressif de la loi sur l'IVG qui doit être pratiqué, rappelons-le, dans un établissement hospitalier dans un délai de dix semaines. Au-delà, tout avortement devient un délit. Les mineures doivent obligatoirement présenter une autorisation parentale, et les étrangères une preuve de leur résidence en France depuis au moins trois mois. Toutes les femmes qui ne remplissent pas ces conditions, ainsi que les personnes qui les aident à trouver une solution, sont coupables d'avortement « illégal » et peuvent faire l'objet de procédures au titre de l'article précité.



L'heure est moins à la démobilisation qu'à la vigilance.

Depuis le vote de la loi légalisant très partiellement l'avortement, le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) n'a jamais cessé d'attirer l'attention des gouvernements successifs et de l'opinion publique sur ces « laissées-pour-compte de la loi ». Dans un rapport publié l'an dernier à l'occasion du dixième anniversaire de celle-ci, le

MFPF estimait que dix mille femmes avaient ainsi avorté illégalement en 1984, soit en France, soit en ayant recours aux cliniques anglaises ou hollandaises ; il s'agissait principalement d'étrangères, exclues de la loi, de mineures effrayées à l'idée d'affronter leurs parents ou de Françaises ayant dépassé le délai légal de dix semaines. Ces

## VIGILANCE ! ACTION !

Nul doute que la volonté — fort nouvelle ! — exprimée par Jacques Chirac de ne pas remettre en cause le remboursement de l'avortement trouve son origine dans une analyse somme toute facile à faire : la mobilisation de femmes s'ajoutant à celle des jeunes et des antiracistes, cela risque de faire décidément trop. Nul doute également que, bien informé, le Premier ministre connaît l'ampleur de la mobilisation que la remise en cause de ce droit n'a pas manqué de susciter dès l'annonce du prochain débat parlementaire...

Dans de nombreuses villes, comme à Paris, des réunions unitaires ont pu rapidement se tenir, exprimant une volonté commune de défendre une liberté acquise par des années de luttes féministes, de s'opposer au renvoi des femmes dans une situation d'injustice sociale, dans une

forme supplémentaire de sélection par le fric. Pour de nombreuses jeunes, on le voit dans les lycées et les facultés, l'attaque contre le remboursement de l'avortement représente l'atteinte à un droit vécu comme naturel.

Les propos de Chirac signifient-ils, pour autant, que la menace est passée ? Ils auront certes produit, dans l'immédiat, un certain effet démobilisateur. Mais il suffit de l'entendre exprimer son « respect de la vie » contre les droits des femmes, son goût avoué des homélies du « saint père » (sic), de constater son insistance à préciser que tout cela est « affaire de conscience individuelle » — entendez par là qu'il n'y aura pas de consigne de vote dans le débat parlementaire — pour comprendre que l'heure est moins à la démobilisation qu'à la vigilance.

Dans une telle situation, on ne peut que se félici-

ter du cadre unitaire très large constitué dans certaines villes. Malgré les déclarations de Chirac, des manifestations, des rassemblements ou d'autres formes d'action ont été organisés ou sont prévus dans les jours qui viennent.

A Paris, se sont ainsi retrouvés au coude à coude, dans la rue, les militantes du Planning familial ou de la Maison des femmes, des associations comme SOS-Racisme et la Ligue des droits de l'homme, des syndicats (UNEF-ID, URP-CFDT), des partis politiques (PS, LCR, JCR, PSU, PAC, etc.). Et un appel à la vigilance a été élaboré par ces mêmes organisations en commun avec d'autres qui refusant d'appeler à manifester ont toutefois pris position (comme la FEN ou la CSF) et par des personnalités féministes.

Danièle Lacoste

dernières se retrouvaient dans l'illégalité parce que les démarches à effectuer étaient trop lourdes, ou parce qu'elles ignoraient leur grossesse (c'est le cas notamment lors d'un dysfonctionnement ovarien) ou encore parce qu'un brusque changement était intervenu dans leur vie (séparation, chômage, divorce, etc.). Autant de raisons qui font dire au MFPF que « cette loi, même bien appliquée, ne répond pas à la demande effective des femmes et entretient les inégalités. Seule l'abrogation de l'article 317 du Code pénal reconnaîtra le principe du droit humain fondamental à décider du nombre de ses enfants ».

Depuis dix ans, le Planning familial a ainsi reçu des milliers de demandes d'IVG « hors cadre légal » et a apporté son aide à des milliers de femmes en détresse. Il ne s'en est jamais caché, bien au contraire : « Nous avons rendu public chaque année le bilan des demandes d'IVG hors cadre légal recensées dans nos centres », explique-t-il dans une lettre envoyée aux associations au sujet du procès des deux militantes. « Les décideurs politiques, quelle que soit leur tendance, n'ont rien ignoré de notre pratique et se sont satisfaits, pendant



Bien des procès ont émaillé les années soixante-dix. Mais c'est la première fois que le Planning familial est visé.

des années, que le MFPF propose des solutions à ces femmes. »

Aujourd'hui, deux militantes du MFPF sont inculpées et à travers elles, c'est tout le Planning familial qui est visé. Cette attaque montre clairement la volonté d'offensive du gouvernement : c'est le premier procès qui frappe le MFPF depuis trente ans qu'il milite en faveur de l'avortement libre et gratuit. Ce n'est certainement pas un hasard si cette inculpation inter-

vient au moment où le remboursement de l'IVG est remis en question par une partie des députés de droite. Comme le souligne le MFPF dans sa lettre : « A travers ce procès, c'est un acquis fondamental des femmes, fruit de vastes mobilisations et largement adopté par l'opinion publique, qui est en cause. Cette menace va de pair avec toutes les mesures prises et à venir, à l'encontre des droits sociaux acquis et des libertés. »

Face à cette offensive du pouvoir, le soutien le plus large et le plus massif doit se manifester. Le MFPF a déjà pris tous les contacts en vue de la création d'un comité de soutien. D'ores et déjà, il demande à toutes et à tous de signer et de lui renvoyer le texte ci-contre (si possible accompagné d'une courte lettre) qui sera versé au dossier d'instruction.

Anne-Marie Granger

Solidaires des deux militantes du MFPF traduites en justice pour avoir donné des adresses de cliniques anglaises à une jeune femme ayant dépassé les délais d'IVG en France, nous protestons contre ces inculpations et tenons à affirmer notre soutien à l'action de ce mouvement et de ses militantes.

Les signatures doivent être envoyées à l'adresse suivante : **Mouvement français pour le planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris. Tél : 48 07 29 10.**

*Aux Philippines, le premier gouvernement de Cory Aquino n'aura vécu que quelques mois. La tentative de putsch du ministre de la Défense ouvre une nouvelle situation politique. L'armée renforce ses positions, mais le mouvement populaire n'a pas désarmé.*

**A**u terme d'une succession d'événements dramatiques, l'équilibre de la coalition gouvernementale constituée en février 1982 aux Philippines vient de se rompre. Coup sur coup, on assista à l'assassinat de Rolando Olalia<sup>1</sup>, à une gigantesque manifestation de masse réunie à l'occasion de ses obsèques, le tout débouchant sur une tentative avortée de coup d'Etat.

C'est à chaud que la présidente Corazon Aquino a dû trancher. Portant un coup à l'extrême droite avec la démission du ministre de la Défense, Juan-Ponce Enrile, elle s'attaque aussi au centre gauche, en imposant un remaniement ministériel plus général. Les premiers bénéficiaires de la crise

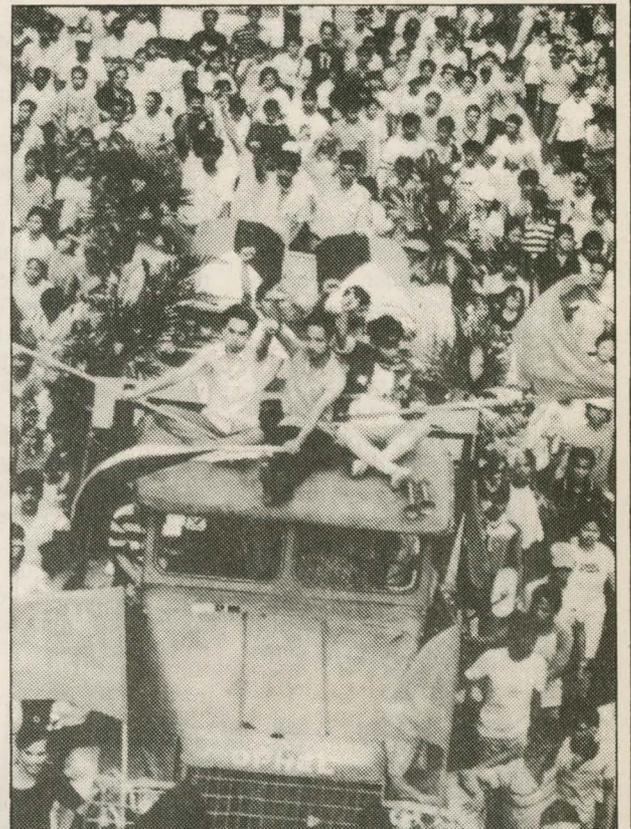
gime a imposé, contre l'état-major, une série de mesures et de réformes politiques, dissolution du Parlement-croupion, remise des pouvoirs à la présidence, démantèlement de monopoles économiques parasites, épuration de l'administration, introduction d'importants droits démocratiques.

Pourtant, dès juin 1986, l'action conjuguée de la hiérarchie militaire et des forces les plus conservatrices — dans et hors le gouvernement — a bloqué la dynamique réformatrice bourgeoise du gouvernement Aquino. Malgré des mises à la retraite et des remaniements, l'armée de la loi martiale, protégée des Américains, est restée intacte, tout comme la puis-

d'atteindre le point de rupture.

### **Dynamique irrationnelle**

Enrile, éternel ministre de la Défense, est un civil, ancien avocat, comme Marcos. Bien qu'allié aux « Rambo », les ultras de la direction du Reform the Armed Forces Movement (RAM), il ne possède pas d'assise solide au sein de la hiérarchie militaire. Sa base politique est provinciale (Cagayan Valley) et régionale (la clientèle du régime Marcos en pays Illocano, dans le nord de l'île de Luzon). Dévoré par l'ambition personnelle, Enrile a cherché à se placer immédiatement contre Corazon Aquino, quitte à ouvrir une crise politique majeure



Les obsèques de Rolando Olalia, le 20 novembre dernier : la gauche a réussi une imposante démonstration de force.

bert Umawa Tugung, dirigeant politique musulman allié à Aquino. Membre du gouvernement, le ministre de la Défense est ainsi devenu, du point de vue même de l'impérialisme, un facteur politiquement irrationnel, donc dangereux dans l'immédiat. Le général Fidel Ramos a pu ainsi renforcer sa pression, affirmant être le dernier rempart contre le coup d'Etat.

L'état-major poursuit en fait plusieurs objectifs. D'abord, il veut s'assurer d'un contrôle sur le déroulement des négociations avec le NDF, initiative prise par des civils et qui entre dans une nouvelle étape avec la signature d'un accord de cessez-le-feu de soixante jours. Ensuite, il veut chasser du gouvernement les éléments les plus opposés à l'intervention de l'armée dans les affaires politiques. Enfin, il cherche

à réunifier une armée très divisée depuis février 1986.

### **Un point pour l'état-major**

La hiérarchie militaire a eu, partiellement au moins, gain de cause. Le nouveau ministre de la Défense, Rafaël Iletto, formé à West Point, possède une expérience contre-insurrectionnelle importante. Il a dirigé le corps des Rangers lors de l'écrasement des Hukx, dans les années cinquante ; ambassadeur en Iran, il a assisté à la chute du shah ; ambassadeur en Thaïlande, il a pu étudier de près la crise des guérillas communistes au début des années quatre-vingt.

L'avocat José Diokno, connu pour ses convictions démocratiques, étant malade, c'est Ramon Mitra qui dirige les négociations avec le NDF. Il dispose de la confiance des militaires. Bobbit Sanchez ne fera plus partie du gouvernement. Ancien ministre du Travail, politiquement au centre gauche, il avait suscité l'hostilité déclarée des multinationales, de Washington, des milieux d'affaires philippins et des dirigeants du TVCP (confédération reconnue sous Marcos) en favorisant l'affirmation d'un syndicalisme indépendant.

Le rôle de Joker Arroyo, conseiller de la présidence, sera probablement réduit. Avocat des droits de l'homme, proche d'Aquino, il a longtemps été considéré comme la personne la plus puissante du gouvernement. Mais, sans expérience politique, il n'a jamais su utiliser cette position.

# **UN ARCHIPEL DANS LA TOURMENTE**

gouvernementale sont à la fois la hiérarchie militaire, qui renforce son contrôle sur le gouvernement, et le général Fidel Ramos, chef d'état-major, qui vient au devant de la scène politique.

Le premier gouvernement Aquino était élitiste, bourgeois. Il reflétait néanmoins l'étrange coalition de forces ayant chassé Marcos en février 1986. Aux côtés d'Enrile, instigateur de la loi martiale sous Marcos, siégeaient diverses personnalités connues pour leur action en faveur des droits de l'homme et pour avoir participé au « gouvernement de la rue » après l'assassinat de Benigno Aquino en 1983.

### **Coalition instable**

Au sein de ce gouvernement cohabitaient des éléments souhaitant un véritable régime civil et d'autres voulant achever le coup d'Etat de février, en assurant à l'armée un rôle central dans la vie politique du pays. Cette coalition aura tenu neuf mois. Durant les trois premiers mois, le ré-

sance économique et sociale des nantis.

Les contradictions n'ont cessé de croître au sein du gouvernement compte tenu des négociations de cessez-le-feu avec le Front national démocratique (NDF), de l'annonce du référendum constitutionnel prévu le 2 février 1987 et de la préparation des législatives du printemps prochain. Elles viennent maintenant

avant le référendum-plébiscite de février prochain.

Dans ce contexte, une véritable stratégie de tension a été mise en œuvre : sabotage des négociations de cessez-le-feu (avec l'arrestation du dirigeant communiste Rodolfo Salas, puis l'assassinat de Rolando Olalia), enlèvement d'un haut technocrate japonais, pose de bombes, assassinat d'Ul-

Juan Pons Enrile et Fidel Ramos : l'un est parti, l'autre pas. Mais le danger demeure



Bien qu'évoluant politiquement à droite, Aquilino Pimentel, dirigeant du PDP-Laban et ancien ministre des gouvernements locaux (un poste essentiel dans le cadre de la préparation des législatives), est perçu comme un élément difficile à contrôler par les militaires. Sa tête a été très

officiellement réclamée, avec celles de Sanchez et Arroyo, par le général Fidel Ramos à la veille des derniers événements.

### Le prix à payer

Il faut attendre de connaître la composition du

prochain gouvernement pour juger du prix exact qu'Aquino a dû payer pour son alliance avec la hiérarchie militaire. Mais on assiste à un véritable recentrage à droite du régime. L'état-major et Washington consolident leur droit de regard direct sur les affaires politiques du pays.

Les difficultés du régime ne sont pas pour autant résolues. Enrile et les « loyalistes » de Marcos vont constituer un pôle d'opposition néo-dictatorial puissant et actif. L'armée est loin d'être réunifiée. Le deuxième gouvernement Aquino sera toujours miné par des contradictions in-

ternes, notamment dans la perspective des législatives. Enfin, le mouvement de masse ne laissera pas voler sans combat les conquêtes démocratiques des derniers mois.

La gauche révolutionnaire reste puissante. Plus fondamentalement encore,

c'est le projet politique même d'Aquino — la réforme bourgeoise contre la révolution — qui se trouve remis en question par sa dépendance croissante vis-à-vis des militaires.

Paul Petitjean

1. Voir *Rouge* n° 1233 du 20 novembre 1986.

# LA PAIX SANS DEPOSER LES ARMES

Satur Ocampo dirige la délégation du Front national démocratique qui négocie avec le gouvernement de Cory Aquino. Le 21 août 1986, il a donné une interview à « Philippines informations ».

□ Il n'y a aucun représentant des « Armed Forces of the Philippines » (AFP) à la table des négociations, n'est-ce pas limiter les débats ?

Satur Ocampo — Pour l'instant, nous nous préoccupons uniquement des aspects politiques de l'accord éventuel. (...) Une fois que ces questions politiques auront été résolues, les chefs d'état-major des AFP pourront discuter des problèmes

Juan-Ponce Enrile et le chef d'état-major, le général Fidel Ramos, ont prêté serment de loyauté, que madame Aquino exerce une autorité réelle sur son armée. Nous sommes gênés par les déclarations hostiles, voire l'hystérie anticomuniste qui émanent de l'ambassade des Etats-Unis et des éléments réactionnaires du gouvernement. Nous aimerions croire que madame Aquino est toujours sincère, sincère dans la

combattre ses influences conservatrices. Cette situation d'après nous, n'est pas bonne pour madame Aquino, d'autant qu'elle n'a pas encore lancé son régime à la base. De plus, madame Aquino a malheureusement indiqué qu'elle n'accepterait pas de communistes dans son gouvernement. Malgré cela, nous ne désespérons pas de trouver un terrain d'entente.

□ Mais on dit que monsieur Enrile est un homme dangereux...

S. O. — Monsieur Enrile a toujours été un danger pour la démocratie qu'on lui donne sa chance et il sera sans doute pire que Marcos...

□ Après ce que vous venez de dire, êtes-vous prêts à abandonner la lutte armée ?

S. O. — On ne peut pas poser la question de façon aussi simple. Nous cherchons vraiment une solution pacifique, sans pour autant renier nos concepts de lutte armée. Il serait aussi très imprudent de notre part de déposer les armes maintenant. Je pense que notre point fort réside précisément dans le fait que nous conservons notre puissance militaire et notre autorité politique dans les régions que nous contrôlons. Tout ceci est un facteur qui obligera le gouvernement de madame Aquino à accepter une solution pacifique.

□ Etes-vous optimiste quant à cette solution pacifique ?

S. O. — Moins optimiste aujourd'hui.

□ Le pays est en train de mettre la dernière main à un projet de Constitution qui sera vraisemblablement conservatrice. Quelle action envisagez-

vous lors du plébiscite de ratification (prévu avant la fin de l'année) ?

S. O. — La nouvelle Constitution sera vraisemblablement décevante du point de vue de la gauche. Certains points importants, comme le maintien des bases (américaines) ou les provisions socio-économiques, entre autres, la participation des étrangers aux capitaux des entreprises et la question agraire... ont subi l'influence du groupe de pression conservateur, y compris l'ambassade des Etats-Unis. La Constitution elle-même n'est pas une considération politique majeure. Ce sera l'occasion d'éduquer les gens sur les contradictions intrinsèques de la société philippine. Au minimum, il y aura une campagne d'éducation. Quant à un appel à un vote « pour » ou « contre »... nos options restent ouvertes. Mais une constitution conservatrice pourrait rendre plus difficiles les négociations.

□ Le Communist Party of the Philippines (CPP) cherchera-t-il à sortir de la clandestinité ?

S. O. — A l'heure actuelle, le CPP n'a pas la moindre intention de sortir de la clandestinité. Nous cherchons cependant à utiliser l'espace démocratique acquis depuis la « révolution de février, pour avancer les thèses national-démocratiques<sup>3</sup> du NDF. Dans ce cadre, le nouveau parti légal, le Partido Ng Bayan (PNB), sera le porte-parole de ces thèses, ce qui nous permettra d'en évaluer la popularité.

□ Le PNB serait donc la « vitrine » légale du CPP ?

S. O. — Non, le PNB n'est pas un projet du CPP, mais celui de gens qui ont été identifiés avec le parti (comme certains détenus

politiques libérés par madame Aquino — GIP).

□ Pourquoi un cessez-le-feu si vous êtes, militairement, en position de force ?

S. O. — Nous avons pris acte du fait que madame Aquino veut mettre fin aux effusions de sang. Maintenant, au terme d'une cessation des hostilités, les AFP et la NPA pourront consolider mutuellement leurs positions, il faut le reconnaître. La troisième raison qui nous fait croire qu'une solution pacifique est possible, vient du fait que les coffres du gouvernement sont vides... Le gouvernement de madame Aquino se ruinerait s'il doit continuer à financer ses opérations militaires. Certaines sources au palais présidentiel nous ont appris qu'une large section des AFP — du rang de capitaine au simple soldat — ne veut plus se battre, qu'elle désire la paix.

1. Le NDF regroupe toutes les organisations se réclamant des théories « national-démocrates », dont le CPP et le NPA. Madame Aquino avait d'abord voulu négocier avec les seuls représentants du CPP, mais le NDF a obtenu qu'il soit l'interlocuteur attitré. *A priori*, M. Ocampo a autorité sur le NPA.

2. Les deux négociateurs désignés par le gouvernement sont M. Ramon Mitra, ministre de l'Agriculture, qui a déjà été appelé à négocier avec des rebelles dans les années soixante, et surtout, l'avocat José Diakono, actuellement en traitement pour un cancer de la moelle épinière aux Etats-Unis. Les pourparlers sont au point mort en attendant son retour.

3. Les thèses « national-démocrates » sont généralement assimilées aux thèses maoïstes des années soixante.

4. En fait en février 1987.

★ *Philippines informations* est le bulletin du Groupe d'information philippines, 40, rue des Ecoles, 75005 Paris. Abonnement un an, onze numéros, France 50 F, Europe 60 F, soutien 100 F. Chèques à l'ordre de O. Bigonzi.

★ Le titre est de la rédaction.

« Le gouvernement Aquino se ruinerait s'il doit continuer à financer ses opérations militaires. »



strictement militaires avec les responsables de la NPA.

□ Madame Aquino contrôle-t-elle son armée ?

S. O. — Non, c'est précisément une des questions que nous avons soulevées lors de notre rencontre. M. Mitra<sup>2</sup> nous a répondu : « Une fois que la Présidente aura pris une décision, je ne doute pas que l'armée s'y tienne ! ». Malheureusement, nous ne pouvons pas partir du principe qu'en tant que commandant en chef des AFP, et parce que le ministre de la Défense,

mesure où elle veut servir le peuple philippin qui l'a mise au pouvoir. C'est pour cela que nous avons répondu à son appel.

□ Comment voyez-vous le gouvernement de madame Aquino ?

S. O. — Le gouvernement actuel est un gouvernement de coalition extrêmement instable. Dernièrement, il y a eu un très net glissement à droite, notamment en matière de politique économique. La composante libérale du gouvernement ne semble guère disposée à

# LE ROI EST NU

*Un château de cartes s'écroule. Avec les livraisons d'armes à l'Iran, les scandales diplomatiques, Reagan se retrouve au cœur d'une tempête qui prend des allures de Watergate. Lui s'en sortira peut-être ; pas le reaganisme.*

**L**es seules personnes qui étaient au courant aux Etats-Unis, la seule personne, c'était le lieutenant-colonel North... Le président n'en savait rien jusqu'à ce que je l'en informe. » Cette déclaration a été faite par Edwin Meese, ministre américain de la Justice. Celui-ci mène l'enquête interne au gouvernement sur « l'Iranian connection », le financement secret des contras du Nicaragua par l'argent des ventes d'armes, également secrètes, à l'Iran.

L'ennui, pour Ronald Reagan, c'est que personne ne croit son ministre et ami. Plus grave même, tandis que sa cote de popularité, hier florissante, vient de perdre 14 % en quinze jours, 59 % des téléspectateurs ayant suivi sa conférence de presse sur l'affaire n'ont pas cru ses réponses.

Tout va très vite et très haut. Les conseils pleuvent par-dessus la table, aussi nombreux que les coups bas par en dessous. Certains commentateurs pressent Reagan de limiter les conséquences de la plus grave crise de son mandat : une baie des Cochons, pas un Watergate.

L'entourage de Ronald Reagan se déchire à qui

mieux mieux en se renvoyant la balle. Le président américain offre le minable spectacle d'un homme dont on ne sait plus s'il s'obstine dans une politique qu'il a choisie ou bien si, sa sénilité aidant, ses aides de camp ont pris le pouvoir à la Maison-Blanche.

## Chacun pour soi

Des représentants démocrates réclament la nomination d'un procureur indépendant, comme ce fut le cas pour le scandale du Watergate. Le Congrès va débattre pour savoir si Ronald Reagan a enfreint la section 501 de la loi sur la Sécurité nationale. Elle prévoit notamment que le président doit tenir les commissions sur le renseignement des deux Chambres complètement et régulièrement informées des activités américaines de renseignement. Tout délai à l'information complète nécessite par ailleurs un avis préalable.

Que le château de cartes qui s'écroule voie également tomber ou non un président qualifié de « canard boiteux », il n'en reste pas moins que nous assistons à la faillite du reaganisme.

Reagan et son équipe ont construit leur profil sur le fameux « *America is back* », ou l'image de marque d'une Amérique qui redressait la tête et revenait à sa position dominante sur la scène internationale. Rambo devenait un symbole. Effacé, le mauvais souvenir de la défaite du Vietnam. Reagan pouvait offrir à l'Amérique le débarquement à Grenade comme revanche aux errements de la politique extérieure conduite sous Jimmy Carter.

## Faillite du reaganisme

Mais l'histoire veut que, comme Carter lors du fiasco de l'opération hélicoptère pour délivrer les otages de l'ambassade américaine à Téhéran, c'est sur l'Iran que Reagan s'est ébréché le dentier. Il se voulait décidé à imposer sa politique belliciste face à l'Union soviétique. Il vient, tout récemment encore, de le prouver. Les Etats-Unis ont enterré le traité SALT 2 de 1979 sur la limitation des armements stratégiques. Mais surtout, Reagan s'est révélé incapable de répondre autrement que par l'agressivité guerrière aux propositions sur le désarmement faites par Gorbatchev. La presse américaine, qui s'était montrée plus réservée lorsque le sommet de Reykjavik avait capoté, n'hésite plus à mettre en cause les maladresses de Reagan, pourtant considéré comme un habile homme de médias.

Sur le plan économique, le bilan reaganien s'est assombri. Nicolas Maheu le rappelait dans *Rouge* du 13 novembre, la relance américaine de 1983 à 1985 a été le produit d'un phénoménal déficit public et privé (8 000 milliards de dollars en tout, soit deux fois le PNB des Etats-Unis). Mais on a ensuite vu les chantages du libéralisme revenir à une politique de relance classique par l'augmentation des dépenses militaires.

Malgré des mesures protectionnistes, la reprise a le souffle court et le déficit commercial qu'accusent les Etats-Unis n'est pas près de se combler.

## LES HOMMES DU PRESIDENT

**Lieutenant colonel Oliver North.** Ce marine de quarante-trois ans faisait partie du Conseil national de sécurité (CNS), composé de quarante-six membres. Au palmarès de ce spécialiste des missions « sensibles » : l'enquête pour retrouver les auteurs de l'attentat de Beyrouth qui coûta la vie à deux cent quarante et un marines en 1983 ; la participation aux plans de l'invasion de Grenade la même année ; l'interception en vol de l'avion égyptien qui transportait les pirates de l'*Achille-Lauro* en 1985 et la préparation du raid aérien contre la Libye en avril. Il a été limogé mais a eu le temps de « faire le ménage » dans son bureau.

**Vice-amiral John Poindexter.** Son supérieur à la tête du CNS. Il a rappelé que l'Iran figurait toujours sur la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme. Malgré tout, il savait depuis l'an passé que des armes étaient livrées à ce pays. La mise en cause du CNS l'a amené à démissionner le 25 novembre.

**Donald Regan.** Bien que la politique extérieure ne figure pas au nombre de ses attributions de secrétaire gé-

ral de la Maison-Blanche, il est qualifié au sein même des dirigeants républicains comme « le conseiller national sur la sécurité de facto, le stratège législatif de facto... le président de facto... » Selon la presse, il aurait approuvé jusque dans les détails toute l'opération ce qui le place sur la sellette.

**Robert « Bud » MacFarlane.** Prédéceseur de Poindexter comme conseiller national sur la sécurité. C'est lui qui a établi les contacts diplomatiques secrets avec Téhéran. Il a poursuivi des missions secrètes en Iran après avoir cédé sa place de conseiller. Selon Donald Regan : « C'était une idée de Bud. Quand vous donnez des avis foireux, vous avez des résultats foireux. »

**George Schultz** D'aucuns dans l'entourage de Reagan ne pardonnent pas au chef de la diplomatie américaine de s'être publiquement dissocié de la politique à l'égard de l'Iran. Son nom a été prononcé par Eugène Hasenfus, le pilote emprisonné au Nicaragua qui livrait des armes à la contra, associé à celui d'Oliver North. Comme le monde est petit.

De plus, l'affaire qui éclabousse les milieux d'affaires américains depuis la mi-novembre vient s'ajouter comme une cerise sur de la crème chantilly : Ivan Boesky, surnommé Ivan le Terrible, l'un des plus riches spéculateurs de la Bourse de New-York, est au centre d'un gigantesque scandale. Les malversations et transactions illégales portent sur 2 500 milliards de dollars !

## Eclaboussures

Personne ne peut encore prédire les conséquences politiques de la crise qui s'est ouverte aux Etats-Unis mais il est d'ores et déjà certain que Reagan ne retrouvera jamais sa cote de popularité. Il se trouve en dessous de celle qu'il atteignait en 1985, à la veille de sa visite au cimetière de Bitburg, en RFA, où reposent bon nombre de SS.

L'impression de fin de course est accentuée par la défaite électorale qu'a représenté pour le président américain le renouvellement des deux Chambres, dominées depuis le 4 novembre par les démocrates. Reagan ne peut plus être certain d'obtenir les budgets qu'il souhaite pour l'IDS, clé de voûte de sa politique militaire.

De même, il y a fort à parier que le Congrès se

fera tirer l'oreille pour renouveler les crédits pour la contra : pendant que les représentants de Reagan prétendaient que les bandes d'ex-gardes somozistes n'avaient ni armes ni argent, de 10 à 30 millions de dollars étaient ponctionnés pour eux sur les ventes d'armes à l'Iran.

## Image brisée

Comment penser que l'image d'intransigeance face au terrorisme que s'était forgée Reagan demeurera, quand on sait que l'otage Benjamin Weir a été libéré quelques jours après la livraison, par Israéliens interposés, d'un avion entier d'armements à l'Iran ? Ce président, qui prétendait refuser de négocier et enjoignait ses alliés européens d'appliquer un embargo sur les ventes d'armes à Téhéran, a maintenant piètre figure.

Comment penser enfin que la crédibilité de l'ensemble des dirigeants américains ressortira intacte de ce théâtre de manipulations, de dissimulations et de tromperies ?

Ce doit être aussi la leçon politique que méditent en ce moment les menteurs qui nous gouvernent, eux qui se référaient avant tant d'empressément au modèle reaganien.

Jean-Jacques Laredo

Reagan a du mal à digérer et vient d'approuver la nomination d'un « procureur spécial indépendant ».



# MUTANTS ET POETES

## Mauvais sang de Léos Carax

Il y a peu, un poète existait pour aboutir à un seul livre, fabuleux et perpétuel. Quelques dizaines d'années plus tard, poussé par la nécessité de vivre, de forcer le temps, un jeune homme décide de consigner tout ce qu'il sait et tout ce qu'il aime dans un film qui serait comme une sentence magique, capable de conjurer tous les maux. Par ce subterfuge, il espère mettre en fuite les années qu'il n'a pas encore et prendre possession de ce qui lui appartient.

Entre le livre absolu du poète et le projet forcené du jeune homme, il y a plus qu'un décalage. Il y a le passage d'un langage à un autre, du texte écrit à un mode d'expression volatile, périssable, conscient de sa propre mortalité. Comment surmonter la contradiction ? Que peut contenir un film ? Comment tout lui confier ?

Il a fallu remonter le temps, revenir au langage originel, celui d'avant les livres, retrouver la Voix (au cinéma le paradoxe n'est qu'apparent), qu'il convient de ne pas confondre avec les voix. Dans *Mauvais Sang*, la Voix tisse une

trame secrète avec l'invisible, elle sort, inarticulée, des lèvres d'une jeune fille, elle dit des choses inoubliables ou hilarantes, elle est pure comme le héros, et comme lui elle vient d'ailleurs, de l'aube de la création, du silence.

Alex : un enfant autistique grandit en dévorant les livres. Il devient ventriloque, prestidigitateur, orphelin. Il ne craint pas le vide. Il ignore la peur. Ses mains parfois ne lui appartiennent plus, elles bougent comme des ailes et deviennent divines. Une jeune fille en forme d'ange veille sur lui, c'est la petite Lise, l'enfant perdue et retrouvée, une revenante.

La comète qui a tout vu, tout enregistré depuis le commencement des temps, passe sur Paris. Il fait trop chaud, il neige. L'heure du châtement approche, clament le vieillard fou de l'Etoile Mystérieuse. En effet, un virus s'abat sur les hommes coupables de faire l'amour sans amour. Le filtre miraculeux attend son voleur au fond d'une caverne de verre et d'acier. Alex le dérobe, les mains d'Alex.

Il voudrait que cet amour ne finit jamais et devint sa

vie. La jeune fille en aime un autre, un simulacre pour le père dénaturé, un homme cloué par la peur. Elle est prisonnière de cet amour, prisonnière derrière les barreaux d'une boucherie désaffectée. Au fronton, la tête de Pégase, le cheval qui vole.

Tintin serre de près Milou, c'est bien lui, il est méconnaissable. David Bowie, l'Icare qui tomba du ciel dans un film oublié, chante du fond de multiples distances. La voix venue d'en haut résonne dans le ventre d'Alex. Toujours, Alex a mal au ventre, ses entrailles remuent mille et une nuits. Il souffre et danse, comme ailleurs on danse. Les souvenirs affluent, ils sont légion, des lieux et des gens, des gestes et des idées, des regards, des idées de regards, des filles et des garçons. Les secrets du jeune homme sont infinis.

La voix vient du ventre, et la vie. Le tueur sait, d'instinct. Alex mourra d'avoir dérobé le filtre. C'est sans importance. Les militants sont des poètes, et vice-versa : quand ils sont morts, ils n'en finissent pas de bouger.

Iawa Tata



Down by Law, de Jim Jarmusch.

Chambre avec vue : du cinéma romanesque qui, s'il n'existait pas, il faudrait inventer.

### CINEMA

□ **DOWN BY LAW**, de Jim Jarmusch. En deux films (après *Strangers than Paradise*), Jarmusch est devenu le cinéaste qui comptait dans le « nouveau » cinéma américain. Au-delà du pur effet de mode, il y a bien un cinéaste au « ton » neuf, mais encore (et les deux sont partie liée) un cinéaste qui propose un regard également neuf sur les Etats-

Unis. Un regard qui n'est pas loin d'évoquer Chaplin en ce que l'apparente désinvolture est en fait une impitoyable lucidité et qu'il s'agit toujours du regard qu'un immigré porte sur « l'Amérique ». Hier, une jeune Hongroise, aujourd'hui un Italien féfé et quelque peu extra-terrestre qui aborde les USA par le biais de marginaux laissés-pour-compte, emblème de l'autre Amérique. Celle des ratés du melting-pot et des rêves inachevés ou inaboutis.

□ **CHAMBRE AVEC VUE**, de James Ivory. Au début du siècle, les Anglais pensaient encore dur comme fer que le « tiers monde » commençait à Calais. Alors, l'Italie, Florence, le soleil, les passions extrêmes, de quoi dérégler les sentiments d'une jeune fille bien élevée au contact d'un jeune homme qui l'est moins. James Ivory filme avec une minutie narquoise ces Anglais plus vrais que nature dans leurs habitudes, leurs décors, leur fureur à être « british » envers et

contre tout. Que ce soit à Florence, merveilleusement photographiée, ou dans la campagne anglaise, cette minutie conduit à un film psychologique d'une grande finesse. Du cinéma romanesque tel que, s'il n'existait pas, il faudrait songer à l'inventer.

### LIVRES

□ **PRISONS, DOSSIER BRULANT et LE BAISER DE LA COULEUVRE**, de Gérard Delteil (*Fleuve Noir*). Delteil fait d'une pierre deux coups. Il a effectué une très sérieuse enquête sur les prisons, en visitant, interrogeant des patrons de taule comme des ex-taulards. *Prisons, dossier brûlant* est le résultat passionnant et impitoyable de cette enquête : c'est du très grand journalisme. Et l'auteur en a profité pour écrire *le Baiser de la couleuvre*, bon polar qui se déroule dans une centrale, et dont le caractère bien documenté est irréprochable.



★ **Dimanche 20 h 35 (TF1)**, *Clara et les chics types*, de J. Monnet, avec I. Adjani, J. Balasko, D. Auteuil, T. Lhermitte. Relative bonne surprise que ce petit film brouillon qui doit beaucoup au scénario écrit par J. - Dabadie.

22 h 30 (FR3) *Broken Lullaby*, d'E. Lubitsch, avec L. Barrymore et P. Holmes. Tiré d'une pièce de M. Rostand, ce film est une œuvre dramatique assez étonnante dans laquelle Lubitsch a utilisé le propos pacifiste originel pour en faire, au moment où le nazisme amorçait sa montée vers le pouvoir en Allemagne, une sorte de « message » antibelliciste à destination de sa patrie d'origine.

★ **Lundi 14 h 35 (TF1)**, *To be or not to be*. La plus célèbre comédie de Lubitsch, tournée en 1942, va-t-elle supporter le passage en version française ? Quoi qu'il en soit, et malgré l'heure, essayez de ne pas rater cette ébouriffante comédie où, dans Varsovie occupée, une troupe de comédiens juifs va tourner en ridicule une partie de la Gestapo, de la Wehrmacht et... Hitler lui-même !

20 h 35 (FR3), *les Douze Salopards*, de R. Aldrich avec L. Marvin, C. Bronson, J. Cassavetes... est l'un des (gros) prototypes du film d'action plus malin qu'il n'y paraît à première vue. La façon dont Aldrich laisse transparaître sa sympathie pour les « salopards » que des ganaches galonnées considèrent comme la « lie » de l'armée, donne un ton très caustique à ce bon film.

★ **Mardi 20 h 35**, le choix entre *la Smala* (sur A2) de J.-L. Hubert avec V. Lanoux et J. Balasko : comédie débridée et pénible qu'on regrette de ne pas voir signée par un Risi ou un Scola... et un polar assez nerveux tiré d'un roman de Richard Stark, *Le crime est notre business* (sur FR3).

★ **Judi 20 h 35 (FR3)**, *l'Héritage* de M. Bolognini avec A. Quinn et D. Sanda. Comme toujours chez Bolognini, le soin extrême apporté à la réalisation rend très attractive cette saga bourgeoise pourtant bien conventionnelle.

★ **Vendredi 21 h 35 (FR3)**, « Taxi », de P. Alfonsi et M. Dugowson. Toujours irritant dans ses intermèdes, toujours passionnant dans ses enquêtes !

23 h (A2) *L'Étrange Incident*, de W. Wellman, avec H. Fonda, va inaugurer un cycle western qui comprendra également deux purs chefs-d'œuvre, *My Darling Clementine*, de J. Ford, et *Je suis un aventurier*, d'A. Mann. *L'Étrange Incident* est un film important qui, sorti en pleine période maccarthyste, abordait avec courage le problème du lynchage. Moins lyrique que le *Fury* de Fritz Lang, mais tout aussi efficace !

Michel Laszlo

### DIRECTION BASTILLE

On parle beaucoup du roi, du royalisme et des gourous royalistes en ce moment... Bien trop à mon goût de mécréant. Serait-ce l'approche du bicentenaire de la Révolution française qui laisserait dans les esprits de la droite nationale des envies d'en revenir à l'esprit de l'Ancien Régime ?

J'ai vu chez Polac l'autre soir, quelques jeunes muscadins japper aux basques de l'intelligentsia de gauche pour se faire remarquer. Et j'y ai appris qu'Antenne 2 avait décidé d'honorer à sa façon le bicentenaire de la Révolution en mettant en chantier une superproduction intitulée *les Chouans* ! Le metteur en scène et l'interprète principal (P. de Broca et P. Noiret) sont tous deux monarchistes... mais cela doit sûrement être un hasard ! Va-t-on, comme en 1936, être obligé d'ouvrir une souscription pour demander à un nouveau Renoir de mettre en scène une nouvelle *Marseillaise* ?

M. L.

## SOMMAIRE

Une semaine d'enfer  
pages 2, 3, 4.

C'est à dire  
page 5

Une réforme cache l'autre  
pages 6, 7

De 1968 à 1986  
Que de printemps !  
page 8

Le mouvement  
vu des entreprises  
Comme un souffle d'air frais  
Page 9

Courts métrages  
pages 10, 11

Pour qui sonne le glas ?  
page 12

Chirac  
et le Code de la nationalité  
Plus menteur que moi...  
page 13

Après les immigrés  
et les jeunes  
Maintenant, les femmes ?  
pages 14, 15

Philippines  
Un archipel  
dans la tourmente  
pages 16, 17

Etats-Unis  
Le roi est nu  
page 18

Livraisons  
page 19

☆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).

☆ Composition, impression : Rotographie, Montreuil.  
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

Les jeunes  
en état  
de légitime défense

# Du tonus à revendre

Rebecca est née le 8 mai 1968. Dix-huit ans après, elle milite aux JCR, à la faculté de Jussieu. Difficile pour elle de concevoir la révolution comme un mythe poussiéreux. D'autant qu'elle est au cœur de la lutte actuelle. Nous l'avons rencontrée.

□ *Quelle place les JCR ont-elles prise pour favoriser le lancement du mouvement sur Jussieu ?*

Rebecca — Dès le début de l'année universitaire, nous avons fait un travail d'information sur le projet Devaquet. Nous avons poussé à l'organisation d'assemblées générales, nous sommes intervenus dans les TD et les amphis. Même si l'UNED-ID s'est jointe à nous, les copains des JCR étaient les plus actifs.

Nous avons fait le pronostic qu'il était possible de faire un gros truc contre la loi Devaquet et nous avons vite misé sur une grande mobilisation, alors que l'UNEF-ID de la fac considérait qu'il fallait mieux faire seulement un travail d'information. Dès le mercredi 20 novembre, la tendance de l'UNEF-ID que nous animons appela à une assemblée générale pour le vendredi suivant. Il s'agissait d'enclencher la mobilisation et de proposer que les états généraux de l'UNEF-ID, prévus pour le 22, se transforment en initiative du mouvement. Plusieurs facs se trouvaient alors déjà en grève.

□ *Pour toi, comme pour beaucoup de lycéens ou d'étudiants, c'est la première expérience de lutte...*

R. — On voit que les étudiants ont tout à apprendre sur la structuration du mouvement, sur ce que représente une AG, etc. Mais on n'a jamais connu un tel mouvement. Ça explose, tu cours partout, tu milites pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Tout ce que tu as pu emmagasiner jusqu'alors te sert tout de suite. Tu évolues vachement vite pour intervenir devant des amphis en discutant avec des tas d'étudiants qui n'ont pas les mêmes références que toi.

On se bat parmi tous les étudiants contre la même chose qu'eux et, en même temps, on a un truc en plus puisqu'on est révolutionnaire. C'est tout à fait décisif car on fait partie d'une génération qui n'est pas évidente à comprendre. Etre au milieu du mouvement actuel, ça nous permet de comprendre et d'agir. Cela nous regonfle tous.

□ *Comment trouves-tu ta place parmi les étudiants alors que*

*beaucoup disent que le mouvement est apolitique ?*

R. — D'abord, les copains des JCR y ont pris toute leur place, en favorisant le démarrage de la grève et en aidant à son animation. Les idées que nous avançons sont discutées par les AG. Nous sommes apparus tout de suite comme des constructeurs du mouvement. C'est clair pour tout le monde.

Et puis, nous ne nous cachons pas, à l'inverse par exemple de Lutte ouvrière dont les militants dissimulent souvent leur appartenance. Nous, nous sommes vraiment partie prenante du mouvement. Les étudiants voient donc que nous faisons un boulot qui correspond à ce qu'eux-mêmes défendent. Nous n'avons pas de problèmes, nous respectons les décisions prises. Nous pouvons très bien, alors, apparaître comme des militants des JCR et avancer nos propositions politiques. De toute façon, nous ne pouvons être d'un côté militants du mouvement et de l'autre militants politiques. Les deux aspects sont totalement imbriqués.

□ *Après l'intervention de Chirac à la télévision, les étudiants ont dû se dire que la lutte affrontait directement le gouvernement, donc que c'était politique ?*

R. — Dans les AG du lendemain, le problème a effectivement été posé. Mais toute une frange refuse de dire que la lutte devient politique, par peur de la récupération. Mais beau-

coup font aussi le lien avec d'autres mesures du gouvernement. Ils parlent de ce que font Pasqua et Pandraud, etc.

Le terme « apolitique » est certainement très médiatique mais il illustre mal le comportement des étudiants et des lycéens. On a aussi parlé de l'avortement ou du Code de la nationalité en AG. Les étudiants ont expliqué qu'ils se sentaient concernés par ces questions mais qu'il ne fallait pas en discuter dans les structures du mouvement contre Devaquet. Dans d'autres facs, cela peut être différent...

De toute façon, nous n'imposons pas nos idées. Le mouvement est assez « déphasant », pour nous comme pour les étudiants. Il a à la fois l'ampleur d'un mouvement construit de longue date et l'expérience d'une lutte d'une semaine. En y allant trop fort, on briserait son unité. Le risque serait alors d'isoler une frange plus politisée de l'ensemble des étudiants.

Les discussions évoluent pourtant très vite. Au début de la grève, on ne discutait que du projet Devaquet. Maintenant, beaucoup d'étudiants disent que, derrière ce projet, apparaît en fait un projet de société. Nous avons discuté avec les copains des JCR de la façon dont on pouvait aborder d'autres questions à partir des problèmes de la fac. Aujourd'hui, le racisme, la crise, le gouvernement sont des sujets qui reviennent rapidement dans les discussions.

Ce que les étudiants refusent, c'est la politique telle qu'elle leur

apparaît à travers les médias, et plus profondément encore, les partis traditionnels. Même s'ils n'ont pas vécu l'expérience du PS et du PC au pouvoir, on assiste réellement à un début de désillusion envers ces partis. Ce mouvement sent confusément que ceux-ci, s'ils le récupéraient, les mèneraient où ils ne veulent pas aller.

Nous, on a notre place dans cette situation. La discussion est ouverte et tout à fait possible. Certains se font jeter lorsqu'ils diffusent sur les parvis de la fac ; pas nous. Les étudiants ne s'adressent pas à nous comme ils le faisaient avec l'UEC.

□ *Comment vois-tu les perspectives du mouvement ?*

R. — On veut se battre jusqu'au retrait de la loi. Après la manif du 4, les étudiants vont discuter des formes que la mobilisation doit prendre. En discuter avant, c'était ne pas se mettre en bonne condition pour réussir pleinement le 4.

Après la manœuvre de Chirac, personne ne pensait avoir gagné. Les étudiants se sont dit : « On nous prend pour des cons, c'est une tentative d'essouffler le mouvement. » En même temps, chacun pense que la lutte a déjà payé et a bien fait flipper le gouvernement. Personne n'a songé qu'il fallait tout arrêter. Simplement, il existe beaucoup d'interrogations sur la durée de la grève.

Propos recueillis par  
Gaëlle Lucille

La jeunesse montre la voie

REUNION PUBLIQUE  
DE LA LCR ET DES JCR

Lundi 15 décembre, à 20 heures

Salle de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor  
75005 Paris

M° Maubert-Mutualité